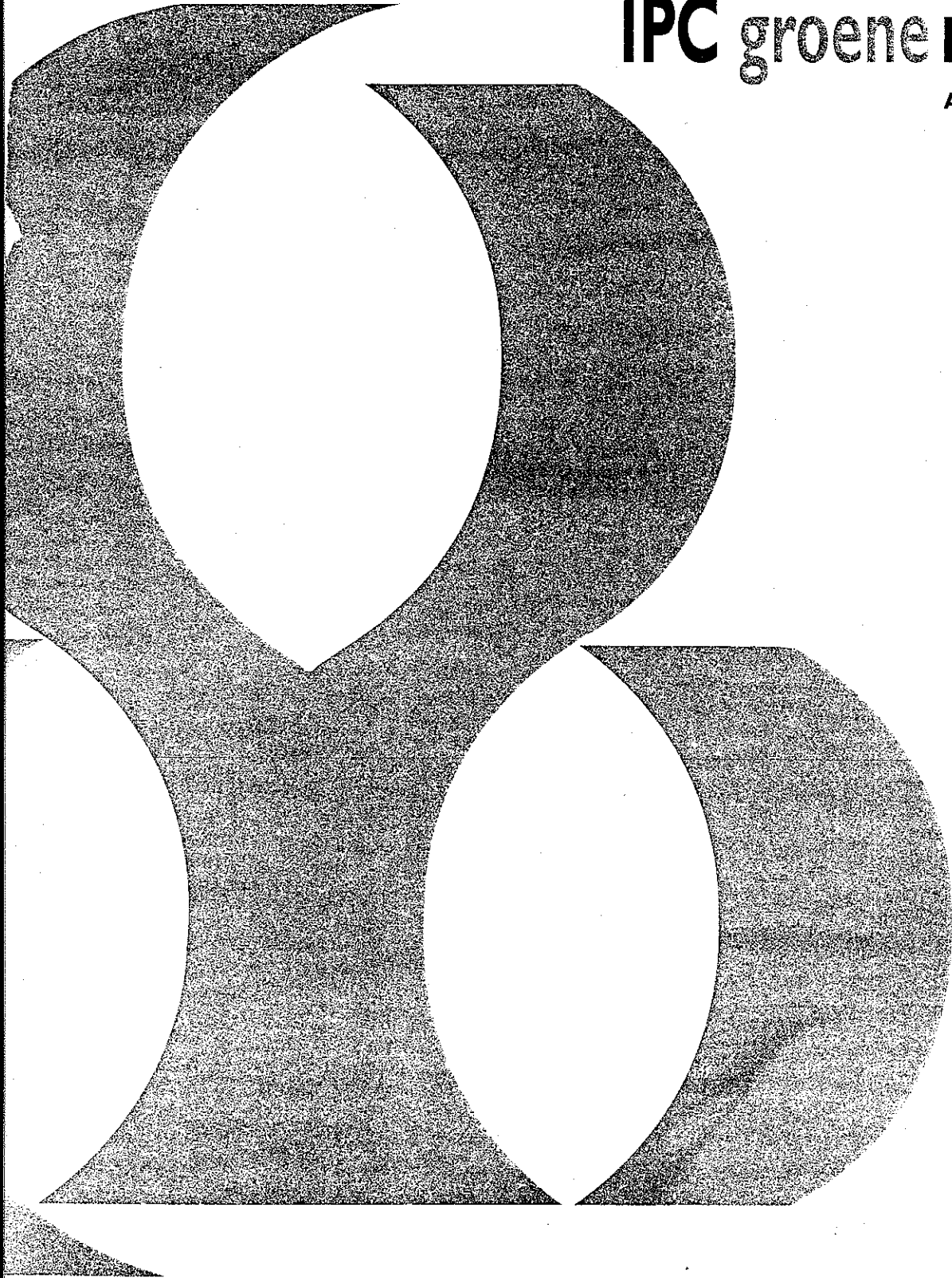


9644 (IV)



Christel Mijns

PROJET WAZA-LOGONE

Rapport de la mission d'évaluation externe du projet Waza-Logone, mars 1994

PROJET WAZA-LOGONE

**RAPPORT DE LA MISSION D'EVALUATION EXTERNE
DU PROJET WAZA-LOGONE
MARS 1994**

**G.L. Nanko (S.E.D.A. - Yaoundé)
P. Wit (IPC Groene ruimte - Arnhem)**

Table de matières

1.	INTRODUCTION	1
2.	HISTORIQUE ET CONCEPTION DU PROJET WAZA - LOGONE	2
3.	ORGANISATION ET GESTION DU PROJET	4
3.1	Organisation	4
3.2	Gestion	6
4.	ACTIVITES ET RESULTATS	9
4.1	Coordination	9
4.2	Etudes et inventaires	11
5.	CONCLUSIONS	14
6.	RECOMMANDATIONS	16
7.	PROFIL D'UNE FUTURE PHASE DU PROJET	17
Annexe I:	Termes de références	21
Annexe II:	Liste des personnes contactées	22
Annexe III:	Analyse du projet, comparaison avec le document du projet	4
Annexe IV:	Draft outline of project proposal for phase III	8
Annexe V:	Liste des Documents consultés	9

Liste des abbriviations

CBLT	Commission du Bassin de Lac Tchad
CEDC	Centre d'Etudes de l'Environnement et des Développement au Caméroun
CML	Centre d'Etudes de l'Environnement de l'Université de Leyde
INADES	ONG Camérounais de développement
IUCN	Voire UICN
MINEF	Ministère de l'Environnement et des Forêts
MINPAT	Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
SEMRY	Société d'Expansion et de Modernisation de Rizières de Yagoua
SNV	Agence de coopération Neerlandaise
UICN	Union Internationale de la Conservation de la Nature

1. INTRODUCTION

Le Contrat signé entre la DGIS et l'UICN stipule qu'une évaluation du Projet doit avoir lieu 2,5 ans après son initiation, soit en septembre 1994. Toutefois, pour des raisons pratiques, la DGIS et l'UICN ont décidé d'un commun accord d'organiser cette évaluation en mars 1994.

Les objectifs de la mission sont:

- évaluer le bien fondé et l'exécution du Projet;
 - apprécier les actions et programmes déjà entrepris;
 - d'en tirer les leçons pour un plan éventuel futur du Projet.
- (Voire Annexe I: Termes de Références).

La mission d'évaluation était composée de Monsieur Piet WIT, Chef de mission; et Monsieur Gérard Ledoux NANKO. Ont également participé à cette mission à titre de personnes ressources: Monsieur Mike ACREMAN de l'UICN - Gland et Monsieur Carel DRIJVER du CML - Leiden.

La mission s'est déroulée du 13 au 23 mars 1994 selon le programme suivant:

- 13, 14, 15 mars: contacts à Yaoundé avec les Ministères et Organismes partenaires du Projet.
- 16, 17 mars: présentation de la Mission à Maroua.
- 17, 18, 19 mars: visite du terrain dans la zone du Projet.
- 20, 21, 22, 23 mars: contacts avec les partenaires locaux du Projet. Discussions de divers programmes techniques avec le personnel de Projet. (Voire aussi Annexe II: liste des personnes contactés).

La mission a jugé utile, en dehors du rapport verbal des résultats contractuellement demandés dans le cahier de charges de produire un rapport préliminaire qui contenait les premières conclusions préliminaires de la mission d'évaluation et les recommandations dont la mise en oeuvre immédiate nous semblait indiquée pour une meilleure orientation du Projet.

La Mission tient à relever que le temps imparti dans le cahier des charges pour les prestations au Cameroun a été trop court, compte tenu de la complexité du Projet et des nombreux partenaires impliqués. C'est pourquoi un bon nombre de jours a encore été consacré à la lecture des documents et les discussions avec les partenaires du Projet aux Pays-Bas avant que la rédaction finale du présent document pourrait être réalisée.

2. HISTORIQUE ET CONCEPTION DU PROJET WAZA - LOGONE

1. Depuis les années quatre-vingt, les Pays-Bas sont directement et indirectement associés aux développements dans la plaine d'inondations du Logone dans l'Extrême-Nord du Cameroun: en 1981 et 1986, deux missions d'études du Laboratoire Hydraulique de Delft (DELFT HYDRAULICS) étaient financées pour étudier le problème de manque d'eaux pour le parc national de Waza suite à la construction du barrage de Maga.

Quelques conclusions de ces missions étaient:

- la difficulté d'analyser profondément les effets du barrage à cause du manque de données (topographiques et hydrologiques) pour la partie en aval de rizières et à cause des années de sécheresse qui coïncidaient avec la fermeture du barrage.
- les ouvrages du lac Maga permettraient le captage des eaux en amont (même pendant une saison de crues déficitaires) pour les faire déverser dans les Yaérés par l'ouverture de la vanne dans le Mayo Vrik. Problèmes ici: protection du barrage contre le courant érosive des eaux d'évacuation, la faible capacité du Mayo Vrik, et les coûts des études topographiques mais surtout des travaux de terrassement en aval du barrage.

2. L'Université de Leyde (Pays-Bas) à travers son Centre d'Etudes l'Environnement (CML) est également présente dans la région. D'abord grâce aux contacts établies avec l'Ecole de Faune de Garoua où des professeurs néerlandais étaient actifs depuis les années soixante-dix et ensuite aussi en établissant une collaboration intensive avec l'antenne de l'Université de Dschang à Maroua, le CEDC. Cette collaboration a profité vers la fin des années quatre-vingt d'un financement néerlandais.
3. Dans les années soixante-dix la SNV s'est installée également au Nord et à l'Extrême-Nord du Cameroun. Organisme très active en matière de développement à la base, elle s'est de plus en plus occupée de questions liées à l'environnement selon le critère d'une gestion durable des ressources naturelles au milieu rural.
4. L'Université de Leyde a exécuté (et exécute toujours) plusieurs études concernant la gestion des ressources dans la zone affectée par les ouvrages du SEMRY. Sur les résultats de ces études, elle a identifié un projet de gestion de ressources naturelles autour du Parc National du Waza. Un volet important concernant les potentialités de réhabilitation des inondations en aval du SEMRY, devrait être exécuté en associant DELFT HYDRAULICS à ce projet.

Le gouvernement des Pays-Bas auquel ce projet était soumis pour financement, a signé un accord avec le gouvernement du Cameroun qui stipulait l'exécution à l'Union Internationale de la Conservation de la Nature à Gland, Suisse, avec des sous-contracts pour la CML (Leyde) et DELFT HYDRAULICS, et en association avec la SNV.

5. La mission trouve que le choix de l'UICN était bien fondé à cause de son expérience en matière de gestion durable de ressources naturelles et des zones humides en Afrique occidentale, mais également à cause de son mandat de conservation de la nature puisque le Parc National de Waza est une réalité incontournable et un bien potentiel local, national et même mondial dans la région concernée.

L'inclusion du CML, SNV et "Delft" était également tout-à-fait justifiable étant donné leurs expertises dans la région. Alors la mission a pu constater avec satisfaction que toutes ces organismes portent toujours ce projet au coeur et continuent à y contribuer à travers leurs propres cadres mais également en puisant de leur réseau de différentes institutions, partenaires et experts individuels.

DOCUMENT DE PROJET

6. Le Projet adresse un problème réel: les alentours du Parc National de Waza n'échappent pas à la dégradation et à la surexploitation des ressources naturelles, phénomènes communes dans toute la zone Soudano-Sahélienne de l'Afrique. Pour les solutions envisagées dans le document de projet sur la gestion durable des ressources naturelles dans les autres zones autour du Parc National de Waza, les orientations dans le document de projet vont dans le bon sens. Techniquement viables (en premier lieu les réinondations), une esquisse est donnée du contexte économique social et institutionnel dans laquelle la durabilité doit être achevée. La mission trouve alors que ce projet cadre bien avec les orientations des politiques de deux gouvernements concernés, plus spécifiquement concernant la conservation de l'environnement la biodiversité, et la participation de la population rurale aux activités de développement.
7. Pourtant, la mission constate que ce document de Projet reste assez vague sur tous ces aspects. Certaines activités sont plutôt décrites en termes d'une stratégie que comme des activités donnant des résultats nécessaires pour satisfaire les objectifs prévus. De l'autre côté, parmi les objectifs figurent des activités qui sont des activités, instrumentales pour arriver aux vrais objectifs au lieu d'être un objectif en tant que telle. L'hierarchie entre objectifs, résultats et activités d'un côté, et la stratégie et les modalités d'exécution de l'autre côté n'est pas logiquement élaborée, ce qui, au moment de l'évaluation, rendait difficile l'appréciation quantitative et qualitative du Projet vis-à-vis à ce qui était prévu dans le document de Projet.
8. La mission regrette que le Parc National de Waza n'a pas été considéré partie intégrante du Projet dès son démarrage. On n'aurait pas dû attendre les discussions et les résultats de "Rio" avant d'adopter la vision de l'importance de la biodiversité pour le développement durable. Actuellement, le Parc National de Waza figure comme un trou dans la région couverte par le Projet.

3. ORGANISATION ET GESTION DU PROJET

3.1 Organisation

9. Tutelle. La tutelle du Projet résidait au démarrage avec le Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire, et plus spécifiquement avec la sous-direction de l'Environnement au sein du ministère. Au niveau régional, le service Provincial du Plan assurait la tutelle. Avec la réorganisation récente du gouvernement, un nouveau Ministère de l'Environnement et des Forêts a été créé dans lequel se trouve l'ancienne sous-direction de l'Environnement. C'est ainsi que le Projet est actuellement avec ce ministère. Ce changement de tutelle a été confirmé à la mission par le Secrétaire d'Etat du MINPAT et le Ministre de l'Environnement. Pourtant, il est évident que certains employés au sein du MINPAT regrettent le départ du Projet de leur organisation, ce qui ne facilite pas toujours la coordination et l'intégration des activités du Projet au développement, surtout au niveau régional. Une lettre officielle du premier signataire du document du Projet (c.a.d. le Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire) aux autres signataires (UICN, Ambassade des Pays Bas) affirmant le changement de tutelle, pourrait améliorer la situation.
10. Supervision et liaison technique. Selon les "Progress reports" du Projet (en anglais!), le Projet a profité d'une "inception mission" (UICN, CML) en décembre 1991. Annuellement, il y a une revue tripartite (gouvernement, UICN, CML) qui analyse les résultats de la période passée et formule les grandes orientations pour une prochaine période. En dehors de cette mission régulière de supervision, l'UICN et le CML exécutent des missions d'appui technique. La direction du Projet a déclaré, et la mission peut l'affirmer, que ces missions ont généralement beaucoup contribué à un meilleur déroulement du Projet. Plus spécifiquement, le Projet profite de la présence du CEDC, autre organisation avec laquelle le CML collabore étroitement. En ce qui concerne la SNV, ses experts sont bien encadrés grâce à une représentation de la SNV à Maroua. Pour le gouvernement camerounais, le coordinateur national, qui a pour tâche de concrétiser la tutelle, joue un rôle de supervision et liaison au niveau de Yaoundé. Finalement, le chargé du Projet de l'ambassade des Pays-Bas à Yaoundé a également visité le Projet (en 1993).
- Etant donné ces partenaires avec chacun ses représentants au sein du Projet, il y a un risque réel de "désorganisation", c.a.d. que les différents experts de l'équipe suivent les orientations directes de leurs organisations maternelles au lieu de passer par la hiérarchie du Projet. Il va sans dire que cela complique la gestion du Projet. La direction du Projet veille alors à ce que les différentes activités du Projet s'intègrent et seront exécutées par une organisation cohérente. Cette intégration et cette cohérence n'exclut pas une sous-traitance comme souhaité par la SNV. Mais une bonne communication et une concertation régulière sur le progrès du Projet et ses activités est essentielle. La mission trouve que dans ce sens des améliorations devraient être faites.
11. Composition de l'équipe du Projet. Le Projet a connu un démarrage tardif. L'équipe actuelle n'était présente qu'à partir de septembre 1993. Avant cette date, il n'y avait que la direction du Projet (depuis environ un an) et son homologue. Le Projet a adopté une autre stratégie vis-à-vis des homologues dont le résultat est qu'actuellement en dehors de l'homologue du directeur, il n'y a aucun cadre de conception camerounais affecté au projet. Malgré le fait que les cadres sont arrivés en retard, et que la direction du Projet avait produit un bon nombre de documents internes, très valables, sur l'approche du Projet, ce n'était qu'en 1994 que les nouveaux venus se sont déplacés sur le terrain. Ainsi, la mission n'a que des intentions à évaluer et certaines méthodes d'approches, d'autres résultats étant quasi-absents. L'équipe mise sur place est néanmoins d'une très bonne qualité et bien équilibrée en termes d'expertise, de motivation et de dynamisme.

La mission n'arrive alors pas à suivre la direction du Projet dans son raisonnement de passer encore quatre mois de réflexion interne avant de se lancer sur le terrain.

12. Répartition des tâches. Les différents programmes d'activités présentés à la mission montrent généralement la bonne connaissance du domaine de l'expert concerné par le programme. L'aspect de pluridisciplinarité de ces programmes est encore à améliorer. Surtout dans un projet pilote sur la gestion des zones tampons d'un Parc National, cet aspect est d'une importance primordiale. Le Projet se trouve à cheval entre la conservation de la nature et le développement. Bien qu'on sache que ces deux se complètent dans la durabilité des interventions, une telle vision n'est pas toujours évidente à la population concernée qui est confrontée journalièrement avec les soucis quotidiens, c.a.d. à court-terme. Il faut absolument que la direction du Projet assure une structuration du travail du Projet d'une telle façon que les différents membres de l'équipe des experts seront obligés de se rencontrer, d'échanger leur points de vue, d'harmoniser leurs approches et de collaborer avec des partenaires de développement (services techniques, autres) régulièrement. La mission a observé avec satisfaction que l'équipe et les agences de l'exécution avaient déjà constaté cette contrainte à l'approche intégrée, et que les premières discussions ont été tenues sous l'égide des personnes ressources de la mission, pour assurer la pluridisciplinarité du projet dans ses interventions. Plus particulièrement, la mission a suivi avec beaucoup d'intérêt la suggestion faite par certains membres de l'équipe de réorganiser les répartitions des tâches pour les différents experts selon les thèmes d'une caractère intégrante, c.a.d.

- essai-pilote de réinondation;
- développement de la zone dunaire;
- etc.

La mission encourage l'équipe de s'évoluer dans ce sens!

Concernant les tâches du Directeur adjoint, la mission trouve que son rôle pourrait être renforcé. La description de ses tâches commence chaque alinea avec "assistance au directeur...". Pourtant un directeur adjoint est autre chose qu'un assistant au directeur!!

13. Homologues.

La direction du Projet a considéré que l'association des services homologues au lieu des personnes homologues serait la meilleure façon de pérenniser les résultats du Projet auprès des services gouvernementaux. Dans la pratique, le raisonnement n'est malheureusement pas valable: les services concernés ne se sentent pas impliqués dans le projet et le considère comme une intervention plutôt externe. Cette situation est aggravée par la question de l'indemnisation des cadres techniques. La politique adoptée par le Projet dans cette matière ne cadre pas avec la politique camerounaise, ce qui est à la base d'un mécontentement importante chez un bon nombre des "personnes ressources". Ces "personnes ressources", identifiées par le projet au sein de chaque service partenaire, serviront de point de contact et de collaborateur prioritaire parmi les services concernés. La mission tient à souligner que l'utilisation des homologues a encore d'autres avantages que la camerounisation du Projet (bien qu'elle estime que cette camerounisation est assez urgente): si le projet adopte une répartition des tâches selon deux axes: thèmes et disciplines, cela permettra sans doute de déléguer à chacun des experts une tâche qui combine de façon optimale les besoins du projet avec les compétences et les expertises de l'équipe des experts, expatriés et camerounais. En outre, le réseau des experts camerounais avec une expérience en matière de gestion des ressources naturelles, et de l'intégration de la conservation de la nature au développement, est encore assez réduit. Sur le plan national, le Projet devrait jouer un rôle dans la formation sur le tas des cadres camerounais dans cette matière. La mission recommande alors que le projet prenne des initiatives pour l'affectation des homologues compétents au projet. Cela en concertation avec le gouvernement du Cameroun

C'est dans ce cadre de camerounisation que la mission félicite la SNV avec sa décision récente de recruter un expert camerounais sur les fonds SNV pour compléter l'équipe SNV du projet Waza-Logone.

3.2 Gestion

14. Gestion financière.

Malgré les différents demandes explicites de la mission, le Projet n'a pas pu produire un rapport transparent et informatif sur les dépenses du projet. Les difficultés pour l'interprétation des rapports reçus se trouvent sur les niveaux suivants:

- périodes différentes: année scolaire ou année civile;
- lignes budgétaires: système DGIS, système UICN, système Projet;
- monnaie: franc suisse, florin hollandais, franc CFAF.

En outre, aucune information n'a été reçue sur le budget camerounais, et lesquelles sont les mesures entreprises par le Projet pour réduire les effets de la crise économique sur ce budget. Bien que la mission n'ait eu aucune indication que la gestion financière se fasse d'une façon dou-teuse, elle a des inquiétudes sur la supervision par la direction du Projet sur la gestion financière et l'état budgétaire actuel:

Le tableau I montre les dépenses effectuées par le Projet depuis l'année 1992. En ajoutant les dépenses de 1991 (mission de conception entre autres), on constate que le Projet est arrivé à dépenser environ 60 % des fonds. N.B.: un fax de la direction du Projet daté du 28 novembre 1993, mentionne déjà des dépenses à ce niveau en août 1993! Etant donné le fait que le Projet demande une augmentation du budget avec environ 10 %, il est absolument nécessaire que l'UICN clarifie cet aspect de façon urgente!! En même temps, il sera nécessaire d'exiger que l'UICN présente une analyse des dépenses sur les différentes lignes budgétaires: lesquelles étaient insuffisantes (Etude hydrologique, voyages locaux, ...), lesquelles étaient surestimées à fin de refaire la proposition de la direction du Projet faite le 28 novembre l'année passée. Une telle analyse ne justifiera pas seulement une augmentation du budget actuel, mais permettra en même temps de mieux formuler une prochaine phase éventuelle.

Les cadres "SNV" ne pèsent pas sur le budget UICN, sauf pour certains frais de fonctionnement. Pourtant, il serait une bonne chose si les différents bailleurs de fonds peuvent être informés sur les dépenses SNV, afin de pouvoir apprécier l'ensemble des bénéfiques du projet par rapport à la totalité des coûts.

15. La mission supporte entièrement la demande d'une augmentation du budget du Projet, pourvu que les réponses sur les questions mentionnées ci-dessus soient satisfaisantes. La réussite de la phase actuelle dépend pour une grande partie sur la réalisation d'une inondation effective d'une partie des yaérés, au moins dans les yeux de la population locale et les partenaires gouvernementaux (voir plus loin).

Mais, au lieu de justifier cette augmentation uniquement pour la réinondation, la mission recommande qu'une révision budgétaire (une augmentation) adoptera également les prévisions pour d'autres lignes que la hydrologie. Il s'agit notamment des indemnités, la question des homologues et le volet "Waza" et "Kalamaloé". En cas qu'une telle adaptation n'est pas honorée par le bailleur des fonds, la mission suggère de vérifier les possibilités de raccourcir la phase actuelle afin d'assurer la réinondation pilote, de continuer avec un budget minimale pour une phase de transition (qui profitera beaucoup de la présence des experts SNV grâce à leur budget à part), et de relancer le Projet pour une phase éventuelle en 1995 comme prévu.

16. La mission a pu constater que le siège du Projet à Maroua est très confortablement équipé avec une bonne utilisation des produits locaux. Ceci permettra aux cadres de travailler dans les meilleures conditions. Sur le terrain, la présence du Projet est encore moins marqué, mais une case de passage à Zina (grâce au CML) sert déjà comme base dans la région. Bien qu'il s'agisse d'un détail, psychologiquement il aurait été plus sage de signaler la présence du Projet plus tôt sur le terrain auprès des premiers bénéficiaires du projet qu'à chaque entrée de Maroua. Les véhicules mises à la disposition du Projet ne semblent pas poser des contraintes au déroulement du Projet. Pourtant, le Projet n'a pas encore vécu une saison humide sur le terrain en pleine équipe, quand les déplacements, surtout dans les yaérés, présentent des problèmes logistiques importants.

17. Personnel d'appui.

Vis-à-vis à ce qui était prévu dans le document du Projet, la situation actuelle se présente fondamentalement différemment: au lieu d'un administrateur, le Projet a employé une logisticienne. Pour la gestion financière, le Projet peut utiliser les services d'une comptable expatrié pour une semaine par mois.

Les résultats de cette organisation sont, selon la mission, assez décevants. La direction du Projet est obligée de passer beaucoup de son temps sur la gestion quotidienne des finances et du personnel par manque d'un bon cadre auquel ces tâches devraient être déléguées, et les experts expatriés ont également une tâche logistique importante (environ 20% du temps selon eux). Pourtant, il existe des experts camerounais très compétents dans cette matière. Raison pour laquelle la mission recommande vivement que cette situation soit redressée par la nomination d'un administrateur camerounais au Projet.

18. Communication.

Etant donné le caractère intégré du Projet et l'aspect pilote autour d'un sujet où les différents intérêts sont difficiles à concilier, la communication tant interne qu'externe du Projet joue un rôle très importante. La direction assurera des conditions favorables à une communication qui associerait régulièrement les différents partenaires du Projet.

La mission a pu consulter un bon nombre de documents intéressants, produits par les différents membres de l'équipe du Projet qui ont servi et qui serviront de base aux échanges sur la philosophie et la mise en oeuvre du projet avec les partenaires. Egalement, d'autres activités (comme les Etudes de l'impact sur l'Environnement) ont cet élément de communication. La mission encourage la direction du Projet de continuer de développer cette composante.

Tableau 1: Dépenses effective par le projet Waza-Logone
(Source: UICN-siège)

L. FINANCIAL STATEMENT
IUCN PROJECT 9644: CONSERVATION AND DEVELOPMENT IN THE WAZA LOGONE,
REPUBLIC OF CAMEROON
1 September 1992 - 28 February 1994

In Swiss Francs

	IUCN EXP. 92	IUCN EXP. 93	Jan-Feb 94	TOTAL IUCN EXP.	CML EXP.	TOTAL EXP.
PERSONNEL COSTS						
251 Field project leader	43,795.19	128,364.00	18,677.00	190,836.19		190,836.19
800 Local personnel	21,462.38	45,601.00	6,873.00	73,936.38		73,936.38
267 Temporary services		2,115.00	875.00	2,990.00		2,990.00
261 Staff hiring costs	(2,330.78)	1,767.00		(563.78)		(563.78)
259 Staff insurance		2,775.00	1,849.00	4,624.00		4,624.00
269 Staff training		6,521.00		6,521.00		6,521.00
ALLOWANCES						
263 Staff moving and installation costs	5,892.85	801.00		6,693.85		6,693.85
255 Housing allowance	5,086.46	10,806.00		15,892.46	15,390.00	31,282.92
253 Education allowance	6,628.86	5,068.00		11,694.86		11,694.86
257 Home leave	4,962.40			4,962.40		4,962.40
CONSULTANTS						
728 Logistcian	25,581.49			25,581.49		25,581.49
726 Ecologist (from CML)						
720 Delft hydraulics study		55,242.00	18,876.00	74,118.00	53,549.10	127,667.10
700 Various consultants		28,361.00	2238	30,599.00		30,599.00
TRAVEL						
291 International travel	19,361.91	44,980.00	8,060.00	72,401.91	11,312.46	83,714.37
293 Local ground travel	11,785.70	12,552.00	4,012.00	28,349.70		28,349.70
295 Per diem	6,575.18	70,106.00	15,076.00	91,757.18	12,112.74	103,869.92
EQUIPMENT						
306 Field equipment	10,378.09	16,028.00	823.00	27,229.09		27,229.09
304 Scientific equipment	1,235.16	6,059.00	81.00	7,375.16		7,375.16
303 Office equipment	26,179.84	24,117.00	127.00	50,423.84		50,423.84
302 Computer equipment	1,803.95	5,945.00		7,748.95		7,748.95
340 Equipment rental	2,357.14	116.00		2,473.14		2,473.14
301 Construction		6,729.00		6,729.00		6,729.00
321 Equipment insurance			5,349.00	5,349.00		5,349.00
TRANSPORT						
297 Freight and shipping	2,606.56	1,601.00		4,207.56		4,207.56
VEHICLES						
300 Purchase vehicles	113.39	124,445.00		124,558.39		124,558.39
328 Driver and vehicle expenses	2,233.08	12,923.00	1,909.00	17,065.08		17,065.08
OPERATION AND MAINTENANCE						
330 Rental office and guest house		15,507.00	7,500.00	23,007.00		23,007.00
334 Building utilities		2,334.00	168.00	2,502.00		2,502.00
331 Building maintenance	13,056.70	14,688.00	1,190.00	28,934.70		28,934.70
355 Telephone/fax	758.00	24,358.00	8,105.00	33,221.00		33,221.00
354 Postage	200.19	3,318.00	622.00	4,140.19		4,140.19
353 Photocopies		1,990.00		1,990.00		1,990.00
352 Stationery/office supplies	78.00	3,291.00	296.00	3,665.00		3,665.00
351 Local miscellaneous costs		1,259.00		1,259.00		1,259.00
TRAINING PROVISIONS						
370 Conferences abroad		86.00		86.00		86.00
382 Workshop expenses		3,549.00		3,549.00		3,549.00
384 Training grants		1,061.00		1,061.00		1,061.00
MISCELLANEOUS						
396 Preparation of maps		2,865.00	929.00	3,788.00		3,788.00
380 Books, periodicals	19.21	2,122.00	5.00	2,146.21		2,146.21
376 Audio-visual material		11.00		11.00		11.00
374 Hospitality		1,859.00	1,569.00	3,428.00		3,428.00
329 Aerial reconnaissance		4,362.00		4,362.00		4,362.00
800 Miscellaneous	2,147.36	4,344.00		6,491.36		6,491.36
956 Project Management fee	11,109.80	13,030.00	18,060.00	24,651.36	1,446.04	26,097.40
271 Supervision	30,000.00	46,000.00		76,000.00	16,947.81	92,947.81
TOTAL	253,076.11	759,056.00	123,263.00	1,135,395.11	134,392.95	1,269,788.06

M. Hasler
31 March 1994

4. ACTIVITES ET RESULTATS

4.1 Coordination

19. Niveau local.

Comme le Projet vient de démarrer sur le terrain, les résultats de coordination au niveau de la population sont encore néants. Certaines conditions sont mises en place pour démarrer un programme de coordination des activités de développement par la population locale, notamment concernant la connaissance de base sur les activités économiques, l'organisation traditionnelle, etc., mais le vrai travail dans ce sens doit encore démarrer. Un travail qui se pose avec acuité concernant l'organisation autour de l'essai de réinondation pilote. Mais également dans les autres zones de tampon, la mission recommande que le projet commence ces interventions orientées sur la coordination locale à un délai assez court. Un premier pas sera la sélection des villages, suivi par les étapes "classiques" des projets participatifs: la formation des paysans, l'organisation de la gestion, etc.

Le Projet a établi de bons contacts avec les autorités traditionnelles, les Lamidos de Pouss et de Pette. Les contacts avec INADES (une autre organisation compétente en matière de formation et d'organisation paysanne) n'ont pas encore été concrétisés dans les activités de terrain.

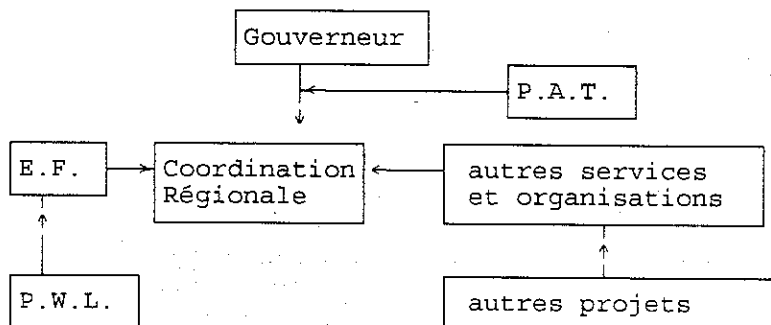
20. Niveau régional.

Sur l'intégration du Projet, un comité permanent de la gestion de la zone de Waza- Logone a été créé par arrêté du Gouverneur de la Province de l'Extrême-Nord.

Le comité regroupe les différents intervenants dans cette région comme les services techniques, mais également les autorités administratives et traditionnelles. Comme le nom de ce Comité le suggère, il ne s'occupe pas uniquement des affaires du Projet, mais son mandat couvre toutes les différentes activités de développement dans la zone. Mais dans l'esprit des gens, ce comité est encore considéré comme un comité "du Projet", une situation qui s'explique en partie par le fait que les fonds de fonctionnement de ce comité (gérés par le gouverneur) proviennent du Projet. Selon la mission, ce comité pourrait être une première étape vers une coordination au niveau provincial, c.a.d. toute la zone couverte par le mandat de la plupart des partenaires. Les intérêts du Projet y seront présentés à travers la tutelle, c.a.d. le service provincial de l'Environnement et des Forêts. Ainsi, le Projet jouera un rôle de catalyseur et sera la force mobilisatrice pour une coordination régionale durable. Cela sera un travail de longue haleine. Au Cameroun, malgré la politique de décentralisation, les structures gouvernementales sont plutôt orientées verticalement (c.a.d. vers Yaoundé) que horizontalement (c.a.d. vers les partenaires locaux).

21. Le mandat pour la coordination régionale réside avec le service du Plan et de l'Aménagement du Territoire, sous l'égide du gouverneur. Malheureusement, la collaboration entre le "Plan" et le Projet laisse pas mal de choses à améliorer. Ceci est partiellement dû aux problèmes de la tutelle (manque de clarté sur le changement vers l'Environnement) et le problème des rémunérations (indemnités). Maintenant que les chefs hiérarchiques au niveau de Yaoundé ont confirmé le changement de tutelle, il faut que le Projet fixe les procédures de coordination en reconnaissant le rôle de chacun (de bas en haut):

Projet - Tutelle - Gouverneur (avec le Plan).



22. Un très bon exemple du rôle du Projet comme force mobilisatrice pour la coordination et pour la participation des activités concernant la gestion des ressources naturelles, est l'Etude de l'Impact Environnemental du barrage de Mokong. Malgré les difficultés sus-mentionnées, chacun des partenaires a exprimé sa satisfaction avec le contenu de cette exercice, la formation sur le tas et les résultats du travail.

En outre, ils ont tous participé pendant de longues journées et, malgré les plaintes, pour la mission cela est un signe de la bonne volonté et la motivation de cadres des différents services techniques. Une motivation qui permet un optimisme pour l'avenir du Projet.

23. Le projet a indiqué des personnes ressources au sein de chaque service avec lequel on collabore: des cadres motivés, avec une expertise intéressante concernant les objectifs du Projet. Le Projet estime qu'avec une telle organisation, on créera une mémoire institutionnelle au sein des services provinciaux, et que cela sera la meilleure garantie pour la durabilité des résultats du Projet au niveau administratif. Etant donné la politique des affectations fréquentes, cette durabilité n'est peut-être pas aussi longue qu'espérée, mais en principe, ce raisonnement est valable.

Une contrainte majeure ici est la gestion des indemnités. Le Projet, en se posant la question d'un financement pour l'après-Projet, a adopté le principe de minimaliser les indemnités, en les fixant à un niveau même plus bas que le gouvernement les a fixés pour les déplacements de leurs cadres. De l'autre côté, les cadres concernés ne demandent pas seulement que le Projet s'adhère à la politique officielle, mais les rémunère aussi pour le travail qui ne demande pas de déplacements. Au moment de passage de la mission, les positions étaient bien fixées.

La mission a en outre constaté que la situation économique dans laquelle le pays se trouve, cause que les "salariés gouvernementaux" ne se voient guère caractérisés par ce titre. Deuxièmement, la mission a pu constater que grâce à la rémunération du Projet - aussi contestée qu'elle est - des travaux ont quand même été exécutés, tout comme l'on a produit des rapports, etc.

Pour ces raisons, la mission recommande que le Projet, mais également les partenaires du Projet, dénoncent leurs positions fixées, et cherchent, avec souplesse, une meilleure solution qui sert et les intérêts du Projet, et ceux des personnes ressources, à court et à moyen terme. N'oublions pas que la privatisation des institutions gouvernementales est aussi motivée pour des raisons de pérennité (et pas uniquement d'économie). En sous-traitant formellement des activités à certaines de ces institutions (IRA, IRZ, etc.), le Projet assistera le pays à concrétiser cette nouvelle politique.

24. Avec les ONG's locales, le Projet n'a guère développé de contacts, mais - dans le cadre d'activités socio-économiques et d'éco-développement - on attend les contacter dans un délai assez court. Par contre, avec le SEMRY, ces contacts ont été intensifs et de bonnes relations se sont développées. Une entente a même été signée.

Les relations avec la CEDC sont excellentes, et le Projet en profite sensiblement, notamment en termes de formation des cadres.

Les contacts avec le CBLT passent à travers les personnes ressources et leurs services. Cela ne semble pas donner d'inconvénient.

25. Niveau national.

Au niveau national, un coordinateur assure la liaison entre le ministre de tutelle et les autres ministres sur les questions relatives au Projet. Certes, ce coordinateur joue un rôle très utile dont le Projet tire profit. Mais la mission se pose la question si un comité interministériel qui s'occupe uniquement du Projet, est un moyen nécessaire et efficace de représenter les intérêts du Projet au niveau de Yaoundé. Ici, comme au niveau régional, il vaut mieux que le Projet joue un rôle de catalyseur d'une coordination interministérielle à travers les structures existantes, au lieu d'installer son propre comité. Le coordinateur pourrait représenter le Projet au niveau de ces structures (Comité Permanente de Lutte contre la Désertification, Comité interministériel sur le PANE, etc.). Un comité pour le Projet à part s'arrêtera avec la fin du Projet, tandis que les besoins de coordination continueront pour l'après-Projet, aussi au niveau national!

4.2 Etudes et inventaires

26. En dehors de l'étude hydrologique, aucune étude n'était complète au moment de la passage de la mission. Les analyses faites sur la base des premiers résultats par les experts du Projet sont d'une très bonne qualité et permettront déjà de bien apprécier les contraintes et le potentiel de la région et de planifier correctement les interventions du Projet dans sa contexte écologique, socio-économique et institutionnelle. La mission a été impressionnée par la quantité et la qualité de travail réalisé par l'équipe du Projet avec si peu de temps sur le terrain.
27. Restauration hydrologique de la plaine d'inondation.
La mission a lu avec beaucoup d'intérêt le rapport final de l'Etude Hydrologique des Mrs. Wesseling, Drijver, Nah, Namba et Zuiderwijk.
La mission trouve que les résultats de cette étude montrent le bien fondé d'un essai de réinondation aussitôt que possible, c.a.d. en 1994, et recommande que le bailleur de fonds considère favorablement une augmentation des fonds du Projet à ce fin. Sans être spécialiste dans la matière, la mission, après s'être informée par les documents et les différents participants aux études hydrologiques, pense que DELFT HYDRAULICS a rempli de façon satisfaisante les termes de son contrat. Elle constate aussi que les termes de ce contrat laissaient beaucoup de flexibilité. Dans ces circonstances, tout ceux qui sont concernés par le Projet, sont responsables de suivre étroitement le déroulement d'un tel volet clé que l'hydrologie, et d'informer les partenaires sur les différentes étapes, les résultats intérimaires et les souhaits et les attentes des étapes suivantes. Apparemment, cela n'a pas été suffisamment le cas, ce qui a causé une irritation entre les différents experts des institutions concernées. Heureusement, la motivation de tout le monde impliqué par le volet reste toujours très grande de sorte qu'une meilleure organisation permettra de continuer dans les meilleures conditions. Il serait une perte inadmissible si l'expertise obtenue par les différents experts concernés par l'étude hydrologique pendant la phase actuelle, ne soit pas utilisée pleinement pour une prochaine phase.
28. La mission est entièrement d'accord avec le Projet, quand on souligne l'importance de bien préparer et suivre étroitement les développements dans les milieux physique, socio-économique et institutionnelle dans la région touchée par la réinondation. Elle s'inquiète alors sur le peu de travail fait dans cette matière, même au niveau de l'information de la population.
29. Autres études et inventaires.
Il s'agit ici des analyses socio-économiques et les études et suivis des ressources naturelles. Il a été déjà mentionné que la plupart de ces activités se trouve en premier semestre d'exécution et que, par conséquence, les résultats ne sont pas encore tels qu'une mission d'évaluation peut en tirer des conclusions. Néanmoins, la qualité de l'équipe (projet et personnes ressources) et les différents méthodes appliquées font que la mission voit l'avenir du Projet avec confiance.
La mission a pu constater que les équipes de terrain pour les diagnostics rapides du milieu rural composées de personnes ressources de différents services, travaillent en vraie équipe pluridisciplinaire. Une telle collaboration entre services est encore rare sur le terrain africain. La mission encourage le Projet de continuer avec cette approche pour les futures étapes du Projet.
30. Il faut que le Projet entame un débat sur les limites des interventions du Projet, et cela urgemment. Déjà dans les analyses socio-économiques, on a dû se restreindre vis-à-vis la totalité des différents paramètres socio-économiques, culturels et institutionnels à étudier dans chaque village/échantillon. La sélection était, correctement, faite sur la base des nécessités de connaissances prioritaires dans le cadre des objectifs du Projet.
Le Projet a le caractère d'un Projet rural bien intégré bien que ses objectifs concernent principalement la gestion des ressources naturelles. L'expérience dans d'autres projets pareils a montré qu'il y a une tendance, sous la pression de la motivation de la population locale, de se jeter sur des activités à court-terme, par exemple des activités de santé primaire, des crédits de commerce, etc., et qui ne sont qu'indirectement liées aux objectifs du projet.

Ainsi, il y a un risque que les cadres du Projet passent tant de temps sur ce genre d'activités que les objectifs principaux risquent de ne pas être atteints.

Les premiers leçons d'autres projets, bien que pas encore concluantes, montre que la population est bien prête à accepter que les préoccupations du Projet peuvent être autres que leurs priorités à court-terme. Certains projets de l'UNSO, par exemple, ont adopté une formule où le projet s'occupe des activités intéressantes à long-terme, permettant en même temps la population de s'occuper de leurs soucis quotidiens grâce aux moyens du projet, sans que le personnel du projet y intervient intensivement. Un programme de crédit, par exemple est - avec un peu de suivi du projet et un peu d'aide d'une ONG (formation de base, etc.) mis directement dans les mains des organisations villageoises créées à cette fin par la population.

La mission suggère que la direction du Projet anime le débat sur les limites (et contraintes) éventuelles du Projet. Possiblement, elle pourrait faire un voyage d'études à d'autres projets dans la région avec un objectif pareil.

31. Activités d'éco-développement.

Le Projet attend encore les premiers résultats des études avant d'intervenir directement sur le terrain. Même une sélection des sites n'a pas encore été faite. Il faut urgemment que le Projet se présente sur le terrain avec des activités concrètes qui justifient sa présence auprès de la population. Pour les yaérés, l'essai de réinondation sera une telle activité, mais pour les autres zones tampon du Parc National de Waza, rien n'est prévu à court terme. La mission recommande que le Projet entreprenne des activités concrètes au milieu paysan, à très court délai. L'approche programme avec laquelle la SNV a beaucoup d'expérience a donné une gamme des activités de démarrage ("starter activities") qui cadrent avec les objectifs du Projet (ou qui ne sont au moins pas contraires aux intérêts du Projet) et qui peuvent servir de point d'intérêt pour la population touchée dans le cadre d'une collaboration future.

32. Gestion des aires protégées.

Le Projet a formulé un programme d'appui aux deux parcs nationaux.

On a déjà constaté que l'absence du Parc National de Waza dans le document du Projet est une omission. Malheureusement, les fonds disponibles ne permettent pas de corriger cette omission. Raison pour laquelle la mission recommande que le gouvernement des Pays Bas considère favorablement un financement de ce programme qui servira comme premier étape pour une vraie intégration du Parc National de Waza dans le Projet. Un accent particulier doit être mis sur l'identification des possibilités d'associer la population riveraine du Parc à la gestion du Parc, qui peuvent être faisables dans une future phase du Projet.

Le Parc National de la Kalamaloé fait également partie des écosystèmes de yaérés. Les migrations des animaux entre ces deux parcs rendra toute la zone intermédiaire une zone tampon. Egalement, un dénombrement récent a montré que le nombre d'animaux reste toujours important à la Kalamoé malgré la route goudronnée et la position sur la frontière avec le Tchad. Un volet Kalamoloé est alors justifié dans le cadre de ce projet.

33. Formation et sensibilisation.

Le Projet a financé la participation des cadres (du Projet et des personnes ressources) a chaque cours donné par le CEDC. Ainsi, le Projet renforce le rôle du CEDC pour le développement de l'Extrême-Nord en même temps que de satisfaire ses besoins en cadres spécialisés (surtout en matière de planification environnementale). D'autres formations sont surtout directement liées aux activités du Projet: Préparation et formation sur le tas (par exemple Etude d'Impact sur l'Environnement, diagnostic rapide du milieu rural, ...). Ce sont des contributions importantes à la durabilité des réalisations du Projet.

En matière de formation paysanne, les résultats sont encore néants.

34. Etude d'Impact sur l'Environnement.

Les grands atouts de cette activité du Projet se trouvent au niveau de la formation des cadres et de la planification régionale: concertation et planification régionale en équipe pluridisciplinaire, intégrant un nombre de services et de disciplines très important.

Il est à souligner qu'il s'agit d'une étude et non pas d'une évaluation de l'impact (en anglais: assesment). Néanmoins, les résultats techniques seront très utiles et ont certainement ouvert les yeux de quelques partenaires aux effets spatiaux et temporeux des ouvrages hydrologiques et autres. La conclusion que les effets éventuels sur les yaérés seront assez réduits est partiellement correctes, mais les effets d'une réduction de la période des inondations sur les différents composants biotiques de l'écosystème sont inconnus. Autre aspects à considérer est celui de l'effet salami: un nombre important de petits effets peut à la fin détruire un système dont les changements à cause de chaque schéma individuel étaient considérés négligeables. Pour cette raison, le Projet doit rester alerte aux développements en amont.

35. Durabilité.

Concernant la durabilité, la mission a constaté avec satisfaction que ce critère se trouve au premier plan dans les discussions au sein du Projet et avec ses partenaires. En effet, c'est le souci de l'après-projet qui est un élément de l'impasse dans laquelle on se trouve avec les affaires des indemnités et de l'homologuerie, comme décrit ci-dessus. A titre répétitif, on mentionne d'autres aspects importants pour la durabilité des interventions:

- la pluridisciplinarité de l'approche et l'intégration des activités entreprises dans les différents milieux (physique, socio-économique et institutionnelle) dans l'espace et dans le temps;
- l'association de la population aux activités du Projet et surtout, sa responsabilisation en matière de gestion de ses ressources dans les zones tampon avec l'accord des autorités administratives et traditionnelles (code foncier et autres!);
- la décentralisation des mandats des services gouvernementaux de Yaoundé vers les pôles provinciaux, avec un accent particulier pour la coordination régionale;
- l'inclusion des Parcs Nationaux dans le Projet;
- l'établissement d'une mémoire institutionnelle;
- etc.

5. CONCLUSIONS

36. Justification de Projet, problèmes à résoudre.

Le projet s'intéresse à un problème réel d'environnement dans une région particulièrement exposée et sensible dans l'Extrême-Nord du Cameroun, autour de Parc National de Waza:

- A l'Est, l'hydrologie de la plaine d'inondation (Yaéré) a été profondément modifiée depuis une quinzaine d'années par les ouvrages de SEMRY-II, qui ont eu pour conséquence une dégradation notable du système de production en aval.
- Au sud du Parc, les phénomènes de dégradation constatés dans toute la zone sahéenne d'Afrique se sont accentués.

D'une façon générale, s'ajoutent à cette situation des conflits agriculture/élevage - Faune, de plus en plus fréquents. C'est une des raisons pour lesquelles la Mission regrette que le Parc National de Waza n'ait pas fait partie intégrante du Projet dès sa conception.

37. Stratégie du Projet.

Pour assurer la durabilité des interventions du Projet, les principaux axes stratégiques sont:

- La participation de la population aux différentes étapes de son élaboration et de son exécution.
- Le développement des capacités des institutions locales à la planification régionale.
- L'intégration des différentes activités du Projet dans une approche d'aménagement du terroir (terroir villageois ou zone d'inondation pilote).

38. Document du Projet.

Cette approche demeure d'actualité, cependant, le document du Projet qui comporte tous les éléments de stratégie et de justification décrits ci-dessus, les présente d'une façon incohérente, ce qui pèse sur l'exécution du Projet.

La Mission estime que cette insuffisance est à la base de certaines incompréhensions et mauvaises interprétations préjudiciables à l'exécution du Projet.

39. Organisation et gestion du Projet.

a. Organisation

La Mission constate que les différents experts du Projet ont été mis en place tardivement. Et outre, leur présence effective dans la zone du Projet pour les diverses activités a également eu du retard dû aux discussions sur la philosophie de Projet au sein de l'équipe et des différentes tâches logistiques qui leur sont confiées, qui auraient pu être arrêtées par la Direction du Projet avant leur arrivée. Par ailleurs, les activités du Projet ne présentent pas suffisamment d'intégration. La Mission constate qu'un effort est déjà fait dans ce sens. Elle constate enfin que l'ambiance de travail des divers experts et personnel d'appui est excellente.

b. Relations avec les Institutions

- La Mission constate avec satisfaction que les divers organes de concertation tant au niveau local qu'interministériel ont été créés.
- Au niveau local, l'incertitude sur la tutelle du Projet constitue une contrainte majeure dans la coordination et l'exécution des activités du Projet, bien qu'au niveau central, ce problème soit résolu. La Mission constate avec satisfaction l'intérêt agissant de la part des responsables au niveau de la plus haute hiérarchie du MINPAT et MINEF.
- Les objectifs de Projet cadrent parfaitement avec la politique du Gouvernement des Pays Bas de coopération internationale en matière de la conservation de la biodiversité et du développement durable au profit des populations défavorisées.

- L'UICN a exécuté des missions de supervisions comme prévu dans le Document de Projet qui n'ont cependant pas amélioré suffisamment la gestion du Projet. Le CML a également participé aux missions de supervision. Les objectifs du Projet cadrent avec de la SNV en matière de développement. La Mission constate avec satisfaction que l'appui scientifique et technique de ces trois organismes est correctement assuré au Projet et que la qualité opérationnelle du personnel mis à disposition est appréciable.

c. Homologues

La Direction du Projet a préféré d'assurer "l'homologuerie" à travers l'utilisation des personnes ressources des institutions locales. La Mission déplore que cette orientation unilatérale ait donné au Projet un caractère de "Projet des Expatriés" assez préjudiciable à sa pérennité. Par ailleurs, la Mission trouve que le Projet pourrait tirer plus de profit des compétences de Directeur National.

d. Logistique et personnel d'appui

La Mission constate que les moyens logistiques mis en place permettent au Projet de travailler dans de bonnes conditions.

40. Concepts technique principaux.

a. Restauration hydrologique de la plaine d'inondation

- Sur la base des informations recueillies auprès de diverses sources et l'intensité du travail effectué sur le terrain par "Delft" en étroite collaboration avec les partenaires camerounais et le CML, la Mission trouve que l'hypothèse de restauration de la plaine d'inondation est faisable dès 1994.
- La Mission a relevé avec satisfaction l'adhésion de la SEMRY au programmes de restauration proposés par le Projet.
- La population en aval du barrage de Maga et les autorités traditionnelles font montre également d'une disponibilité remarquable aux programmes de réinondation.

b. Activités d'études et d'inventaire

Ces activités viennent de démarrer, compte tenu du retard signalé plus haut. Néanmoins, la Mission apprécie la bonne qualité de la méthodologie et du travail exécutés par les divers experts et les personnes ressources bien formées à cet effet. Elle regrette cependant que quelques services ne soient pas encore associés à l'exécution des diverses activités entrant dans leurs domaines de compétence, pour des questions de motivation.

c. Activités de développement

Les activités immédiates, de sensibilisation, de formation paysanne et de développement, mobilisatrices des populations n'ont pas encore été menées sur le terrain. Pourtant, certaines de ces actions ne nécessitent pas d'attendre les résultats des études.

d. Planification régionale:

Le Projet a démarré le processus de planification régionale à travers des activités de L'Etude d'Impact, de formation des cadres, l'installation d'un Comité de Gestion de la zone, etc..., mais la Délégation Provinciale du Plan n'est pas suffisamment associée à ce processus qui relève de son domaine dans un souci de l'intégration de cette planification aux autres Projets de la Province.

6. RECOMMANDATIONS

41. Poursuite du Projet.

La Mission recommande la poursuite du Projet dont les principaux objectifs et les activités cadrent bien avec les préoccupations actuelles des divers partenaires en matière de gestion durable des ressources naturelles au profit des populations.

42. Intégration du Parc National de Waza.

La Mission recommande que le Parc National de Waza soit pleinement intégré dans le Projet Waza-Logone et que le Gouvernement des Pays Bas examine favorablement la demande de financement de cette intégration qui est amplement justifiée.

43. Relations avec les Institutions locales.

La Mission recommande que la question de tutelle soit clarifiée au niveau local et formalisée par une entente entre le MINPAT et le MINEF.

La Mission recommande que le Projet continue de jouer et développer son rôle de catalyseur à la planification régionale par des activités comme la formation des cadres, l'information des divers services associés au Projet sur les résultats du Projet, la planification des activités du Projet, etc..., en utilisant les circuits de la tutelle.

Compte tenu de la situation conjoncturelle des personnes ressources, la Mission recommande que le Projet revoit dans le court terme sa politique de motivation des intéressés pour permettre au Projet d'atteindre ses objectifs.

44. Camerounisation du Projet.

La Mission recommande qu'un Homologue soit associé avec chaque expert expatrié et que la Direction du Projet élabore en conséquence les Termes de Référence pour chacun en concertation avec le Ministère de Tutelle. Une telle Homologuerie renforcera nécessairement le rôle du Co-Directeur National du Projet vis-à-vis des partenaires camerounais et internationaux.

45. Organisation du Projet.

La Mission recommande le recrutement dans le plus bref délai d'un administrateur dont le profil est défini dans le document du Projet.

46. Gestion Financière.

- Elle recommande que L'UICN prennent des dispositions urgentes pour que la transparence règne dans la gestion financière du Projet à tous les niveaux des partenaires.
- Elle recommande cependant que le Gouvernement Néerlandais examine favorablement une augmentation de l'enveloppe financière initiale en vue de permettre l'essai-pilote d'inondations qui est ardemment attendu par la population et donnerait beaucoup de crédibilité au Projet.

47. L'intégration des activités du Projet.

La Mission recommande que le Projet continue de réfléchir sur l'intégration des différents volets du Projet. Elle a pris connaissance avec beaucoup d'intérêts d'une nouvelle organisation des activités autour de thèmes plutôt que de disciplines.

48. Activités de terrain.

La Mission recommande que le Projet réalise dans les plus brefs délais des actions concrètes de développement sur le terrain devant appuyer la réinondation des essais-pilotes et la gestion des terroirs villageois dans les zones tampons du Parc National de Waza. Le projet considérera également des actions complémentaires visant à la réhabilitation du système socio-économique et à la prévention des effets négatifs éventuels de la réinondation.

7. PROFIL D'UNE FUTURE PHASE DU PROJET

49. La mission a déjà formulé un nombre restreint d'orientations pour la troisième phase dans son rapport préliminaire qu'elle avait laissé à Maroua avant son départ. Ces orientations sont encore reprises ici. Dans une deuxième partie de ce chapitre un peu plus de détails sera élaboré selon le format du PNUD.

50. Orientations du rapport préliminaire.

La mission a pris connaissance du Document établi par l'UICN sur la troisième phase du Projet qui va d'Avril 1995 à Mars 2000. Elle trouve cette troisième phase justifiée. Les observations suivantes doivent être prises en compte dans sa finalisation par l'UICN.

- Le Document doit être bilingue.
- Il doit être selon le format PNUD ou autre format logique permettant entre autres l'établissement d'un planning clair des activités et des responsabilités entre les diverses institutions et en même temps facilitant une évaluation quantitative et qualitative des résultats.
- L'inondation à une échelle important pourrait être envisagée plus tôt.
- L'organisation du Projet doit tenir compte des recommandations faites sur la deuxième phase, sur le transfert des connaissances.
- La planification régionale que est actuellement surtout centrée autour du Projet même, devrait s'organiser vers une coordination de toutes les actions de développement dans lesquels le Projet s'intègre à travers son organisation de tutelle.
- Toutes les zones tampons autour du Parc doivent être considérées.
- Le Comité de Gestion de l'Eau devrait être créé avant la réalisation de l'essai-pilote. Ceci sera difficilement réalisable étant donné qu'à l'heure actuelle, rien n'a été fait.
- La Mission recommande au Gouvernement des Pays Bas d'examiner favorablement une troisième phase du Projet, y inclu le financement du programme de réhabilitation des yaérés.

51. Problèmes à résoudre.

Le projet touche une problème réel avec une paquet techniquement viable, mais pour sa mise-en-oeuvre un nombre important des interactions (avec les milieux institutionnels et socio-économique en premier lieu) doit être étudiés et des adaptations nécessaires doivent être identifiées et appliquées. En bref: Comment opérationnaliser la conservation de la biodiversité et son intégration au développement local, régional et national dans la région de Waza - Logone.

52. Résultats escompés.

- Meilleure utilisation des ressources naturelles dans les zones tampon de Waza à cause des techniques appropriées disponibles et des population capables de gérer rationnellement et durablement ses ressources. Ceci notamment dans des yaérés réhabilités.
- Gestion des Parcs Nationaux améliorée et, par conséquence, une meilleure conservation de la biodiversité, aussie grace aux effets de réhabilitation des inondations.
- Structure de coordination provinciale installée et opérationnelle.
- Une vingtaine de cadres de conception formés sur le terrain.

53. Bénéficiaires cibles.

- La population locale, périphérique au Parc National de Waza (et celui de Kalamaloé).
- Les communautés nationales et internationales grâce à la conservation de la biodiversité.
- Les (cadres des) services techniques par la formation (sur le tas et autre) et la structure de coordination des activités de développement créé.

54. Orientations pour la stratégie du projet.

- La critère de durabilité sera la ligne directrice pour l'ensemble des activités du projet. Raison pour laquelle le projet s'occupera de tout ce qui reste pour l'après-projet: Population, Services Techniques, Milieu Physique et peut-être quelques ONG's.
- Un premier instrument pour arriver à la durabilité des interventions est l'association de la population aux activités du projet. Il s'agira, autant que possible, d'une vraie responsabilisation de la population pour son propre développement, une association à la prise des décisions. Considérations spéciales: Rôle de la femme (le Projet pensera à elle accorder sa place justifiée), reconnaissance du rôle des autorités traditionnelles et administratives (assurance que des bénéfices des investissements faites par la population reviennent à elle).
- Deuxièmement, le projet cherche à assister les services techniques provinciaux à jouer leur rôle de conseillers et services d'appui auprès des paysans. En même temps, le projet continuera à promouvoir la coordination régionale, ainsi concrétisant la nouvelle politique de décentralisation.
- L'approche du projet doit être intégrée. Cela ne veut pas dire que n'importe quelle intervention dans la région Waza-Logone sera exécutée avec l'aide du projet, mais que le projet se réalise que ses activités concernant la gestion de ressources naturelles, doivent être complétées par d'autres et que - en cas de besoin - le projet doit être prêt à financer telles activités.
L'approche se résume comme une approche "aménagement du terroir". Le terroir peut être un Parc National, une zone de re-inondation, un terroir d'un village pilote (dans la zone dunaire), une mare avec ses alentours (bourgoutière!) ou toute la zone Waza-Logone, y-inclu les Parcs Nationaux.
- Le projet cherche à mettre au point des techniques appropriées (exemples: entretien des ouvrages hydrauliques, pistes dans les Parc Nationaux, etc.)

55. Modalités d'exécution.

- Le modèle de la phase actuelle pourrait continuer, en considérant les différentes recommandations faites dans ce rapport, notamment concernant la "homologuerie". Mais, pendant l'exécution une camérounisation progressive devrait être considérée, avec des éléments:
 - * Remplacement du Directeur du projet par le Directeur National, à mi-chemin.
 - * De même pour les experts expatriés: Recrutement des experts nationaux.
 - * Préférence aux consultants nationaux ou de la région Ouest-Africaine/semi-aride.
- Concernant la coordination régionale, l'objectif final doit être de promouvoir une coordination provinciale où toutes les interventions de développement s'intègrent.
- Le Directeur du Projet aura le profil d'un généraliste, capable de construire des ponts entre des visions divergentes, et avec une aptitude prouvée de trouver à court-terme des solutions pour des problèmes immédiats. Il doit être une personne avec une autorité naturelle, communicative et dynamique, prête à déléguer ses pouvoirs aux collaborateurs de son équipe ou à des services et organismes avec lesquels le projet coopère.

56. Objectif de Projet.

La conservation de la biodiversité dans la région de Waza-Logone, par la gestion rationnelle de ses ressources naturelles.

57. Objectifs immédiats, Produits et Activités.

- Il est suggéré ici de répartir les produits et activités selon des objectifs immédiats qui couvrent chacun une zone bien délimitée: Parc National, Zone Dunaire, Yaéré réinondée, et autres yaérés. Pourtant, il faut prévoir un cadre d'intégration pour tous ces sous-zones!
- Pour les Parcs Nationaux, un principe de base est de respecter les limites du Parc dans son intégralité et de ne pas permettre une exploitation de ses ressources à l'intérieur du Parc.
Des éléments pour ce volet Parcs Nationaux:
 - * Des inventaires fauniques et floristiques et l'analyse des évolutions.
 - * L'équipement.
 - * Formation des cadres.
 - * Réinondation (Waza).
 - * Association de la population par:
 - Sensibilisation, club des amis de Waza,
 - exécution des travaux;
 - eco-tourisme;
 - formation paysanne;
 - etc.
 - * Etc.
- Zones Tampons. Ici il convient de faire distinction entre les milieux physique, socio-économique et institutionnel d'intervention, pourvu que des approvisionnements seront faites pour leur intégration (vigilance de la part de la direction de projet!). Quelques suggestions:
 - * Milieu physique:
 - Réinondation à grande échelle. La mission suggère vivement que le gouvernement des Pays Bas considère une demande de financement éventuel favorablement (malgré la somme importante!) si les résultats de l'essai-pilote le justifient!
 - Lutte contre la dégradation des sols (érosion, appauvrissement) par les mesures comme l'intégration agro-sylvo-pastorale.
 - Lutte intégrée contre les dévastateurs des cultures (insectes, oiseaux, grands mammifères,).
 - Rétablissement des pâturages (bourgou!).
 - Micro-réalisations irriguées (culture maraîchère).
 - Etc.
 - * Milieu socio-économique:
 - Activités d'exploitation des ressources naturelles rémunératrices (production de foin: Cas de Dori à Burkina Faso; embouche, etc.)
 - Organisation de la commercialisation.
 - Gestion des pâturages (en associant les éleveurs transhumants et nomades!).
 - Crédits villageois (avec formation paysanne)
 - Etc.
 - * Milieu institutionnelle:
 - Organisation des paysan(ne)s par village, par activité, par bien commun (pêche, pâturage, eaux,....).
 - Formation paysanne.
 - Association des autorités traditionnelles.
 - Coordination régionale (voire plus haut).
 - Etudes du code foncier et autres textes législatifs, application et adaptation (en cas de besoin).

- Suivi de toutes les activités, mais surtout dans les zones de réinondation.

58. Risques.

Un projet peut échouer à cause d'un échec des activités prévues. De tels risques doivent être incorporés avec le texte du Document de Projet. Il y a aussi des risques hors de portée de Projet. Il s'agit pour la région de Waza-Logone d'abord de la crise économique. Cette crise est une réalité depuis une dizaine d'années presque et il vaut mieux que n'importe quel projet mette au point des approches appropriées à ce contexte.

Autre risque réel est l'insécurité dans la Zone. La crise au Cameroun, mais surtout la proximité du Nigéria et du Tchad, deux pays assez incertains, mettra la stabilité du Cameroun en cause. La mission reconnaît les problèmes liés à cette situation mais ni la crise ni l'insécurité doit être utilisée comme prétexte de ne rien faire. Elle profite de l'occasion de faire un appel à tous les partenaires de continuer à appuyer les acteurs de développement de la région de Waza-Logone dans leur lutte pour une amélioration durable de leur vie en conservant le patrimoine local, national et même mondial pour le bien-être des générations futures.

Annexe I: Termes de références

**CONSERVATION ET DEVELOPPEMENT DE LA REGION DE WAZA LOGONE,
REPUBLIQUE DU CAMEROUN**

Cahier des charges de la mission d'évaluation

(mars 1994)

1. Introduction

Le Ministère des Affaires étrangères (Département de la Coopération au développement - DGIS) des Pays-Bas a confié pour trois ans la mise en oeuvre du projet "Conservation et développement de la région de Waza Logone, République du Cameroun" (Fosnr CM/90/003; code UICN 79644) à l'UICN en date du 6 Août 1990, mais des retards administratifs n'ont pas permis la signature de l'Accord de projet entre le Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire du Cameroun et l'UICN avant le 24 septembre 1991. Suite à cela, l'UICN et le Centre d'Etudes environnementales (CML) de l'Université de Leiden ont signé le 27 novembre 1991 un Accord de coopération technique et financier pour la mise en oeuvre du projet. Après approbations par les gouvernements du Cameroun et des Pays-Bas, le Directeur du projet a été recruté par l'UICN le 1er avril 1992, date qui marque le début de la phase opérationnelle du projet Waza Logone qui devra donc se terminer officiellement en mars 1995.

Le projet Waza Logone est mis en oeuvre par l'UICN et par le Ministère du Plan et celui de l'Environnement et des Forêts (bien que l'Accord de projet ait été signé avec le premier ministre) de la République du Cameroun, avec l'appui technique du CML et de l'Association néerlandaise d'Assistance au Développement (SNV). Le but du projet est "d'aider le Gouvernement du Cameroun à élaborer une politique régionale de gestion durable des ressources naturelles de la Région de Waza Logone, pour assurer le développement durable des communautés rurales présentes dans ce secteur tout en maintenant la diversité biologique de la plaine d'inondation." Pour ce faire, le projet travaille à la définition d'un plan de réhabilitation hydrologique de la plaine d'inondation du Logone incluant un programme de gestion des territoires à la périphérie du Parc national de Waza; également, le projet apporte un appui aux institutions dans le domaine de la planification régionale au développement et de la formation.

Le contrat signé entre la DGIS et l'UICN stipule qu'une évaluation du projet doit avoir lieu 2,5 ans après son initiation - soit en septembre 1994; toutefois, pour des raisons pratiques, la DGIS et l'UICN ont décidé d'un commun accord d'organiser cette évaluation en mars 1994, de manière à ce que les conclusions de l'évaluation puissent apparaître dans le document décrivant les activités du projet en 1995-1997 (à soumettre à la DGIS en juillet 1994).

On notera que ce projet n'a encore jamais fait l'objet d'aucune évaluation externe; toutefois, l'UICN et le CML ont organisé et participé à deux missions conjointes de programmation en novembre 1992 et novembre 1993. Vu l'importance des objectifs du projet et du caractère fortement novateur de certaines des activités (en particulier la réhabilitation hydrologique de la plaine d'inondation), l'UICN et le CML attachent une grande importance aux résultats de l'évaluation de mars 1994.

2. Cahier des charges

Les tâches principales de la mission d'évaluation sont les suivantes:

- Analyser en détail le but et les objectifs du projet, ainsi que les activités mises en oeuvre d'avril 1992 à juin 1994;

- Discuter avec les institutions camerounaises, et notamment les Ministères du Plan et de l'Environnement, des progrès entrepris pour appliquer les directives les plus importantes inscrites dans le document et l'Accord de projet;
- Discuter avec les représentants des communautés rurales (y compris les femmes) des efforts faits pour baser les activités du projet sur une participation effective des utilisateurs premiers de la zone d'intervention pilote;
- Evaluer l'efficacité du programme de travail mis sur pied pour réaliser les objectifs du projet, en tenant compte évidemment de l'évolution des contraintes sociales et politiques propres à la zone d'intervention du projet;
- En fonction des quatre points précédents, émettre des directives précises pour améliorer l'efficacité du programme de travail jusqu'en mars 1995, et proposer les modifications opérationnelles qui en découleraient;
- Enfin et surtout, analyser le document préliminaire décrivant les grands axes du travail de l'UICN, du CML et des institutions camerounaises de 1995 à 1997, et produire une critique détaillée permettant à ces organismes de finaliser un document de projet en juin 1994.

2.1. Aspects techniques principaux

Les neuf rubriques techniques ci-dessous reflètent les principaux objectifs du projet. Les membres de la mission les analyseront tour à tour pour en dégager les points forts et faibles en regard de leur pertinence et/ou leur capacité à générer des résultats probants à court, moyen ou long terme. La mission d'évaluation suggérera les ajustements qu'il convient d'apporter aux objectifs du projet et aux activités qui les servent.

- A. **Interactions avec les institutions.** Contenu et efficacité des divers Accords et Protocoles; sélection des institutions collaborateurs et recherche d'homologues; mandat, fonctionnement et résultats du Comité provincial; établissement et rôle du Comité interministériel; interactions présentes et futures avec les autres programmes et projets environnement/développement dans la Province de l'Extrême Nord; relation avec la Commission du Bassin du Lac Tchad.
- B. **Restauration hydrologique de la plaine d'inondation.** Factibilité du programme de restauration (étude Delft/CML); efficacité des coopérations (SEMRY, différents Ministères); plan pour la crue artificielle de septembre 1994; impact possible des crues sur les ressources halieutiques et pastorales, sur les diverses communautés rurales, sur le Parc national de Waza et sur SEMRY; recommandations sur la fréquence et la durée des crues artificielles en 1995-1997; futur plan de gestion de la plaine d'inondation.
- C. **Analyses socio-économiques.** Processus de choix des grands domaines d'intervention du programme et des priorités de travail pour 1994; adéquation des priorités du programme et des priorités globales du projet; relations avec les autorités traditionnelles; détermination des collaborations et définition des plans de travail; formation et supervision des personnes ressources; méthode mise au point pour les enquêtes; coût-bénéfice des appuis extérieurs; types d'association avec les diverses communautés en fonction de leur degré d'organisation, et leurs réponses; résultats escomptés au 7-1994; esquisse des activités du 9-1994 au 7-1995.
- D. **Activités d'éco-développement.** Priorités du programme et plan de travail; liens avec les autres activités du projet; nature et efficacité des coopérations avec les autres organisations travaillant dans un domaine similaire, ainsi qu'avec les communautés

rurales; résultats acquis; réponse des communautés; résultats espérés au 7-1994.

- E. **Etudes et suivi des ressources naturelles.** Domaine d'intervention, priorités et méthodes employées pour les inventaires des ressources végétales et animales; caractéristique du programme de suivi de l'impact des crues artificielles; analyse des ressources exploitées; activités entreprises dans la zone tampon du Parc national de Waza; collaborations, coordinations et consultations; résultats escomptés au 7-1994.
- F. **Gestion des aires protégées.** Initiation du programme d'appui d'urgence aux deux aires protégées de l'Extrême Nord; coordination avec le programme du projet Waza-Logone; accord et collaboration avec les institutions appropriées; résultats des consultations "plan de gestion" et "infrastructures".
- G. **Formation et sensibilisation.** Formation des cadres aux inventaires, aux analyses et aux études d'impact; besoins de formation (globale et spécialisée) du personnel du projet, et des personnes associées, pour 1995-1997; programme de sensibilisation des institutions les plus importantes.
- H. **Planification régionale.** Résultats de l'étude d'impact sur l'environnement du projet de développement de MIDIMA; conséquence des résultats de l'étude sur le projet Waza Logone (réhabilitation hydrologique, formation, amorce de planification); capacité du projet à assurer un programme de formation à la planification régionale.
- I. **Durabilité.** Capacité technique des institutions à assurer une partie des activités, ou à assurer la suite des activités après le retrait de l'UICN. Dans ce contexte, validité des arrangements institutionnels.

2.2. Administration et opérations

- I. **Administration, finance et gestion.** Coordination de l'administration du programme par le personnel du projet, par celui de l'UICN et par celui du CML; rôle et cahier des charges du personnel du projet; relation avec l'Ambassade des Pays-Bas à Yaoundé; relations administratives avec les Ministères de l'Environnement et Plan et Aménagement du Territoire; impact de la situation socio-politique sur les relations avec les institutions; production des budgets et des comptes-rendus financiers (comptabilité); coordination et gestion des aspects logistiques (sur le terrain, à Maroua).
- J. **Supervision et liaison technique.** Interactions avec les différents programmes de l'UICN et/ou Départements de l'Université de Leiden; fréquence et dates des missions de programmation des activités par l'UICN et le CML.

3. Rapport d'évaluation

La mission d'évaluation produira un rapport analysant chacune des composantes ci-dessus (para 2.1.A. à 2.2.J.) en regard des questions suivantes:

- a. Adéquation à l'égard des objectifs initiaux du projet;
- b. Quantité et qualité des résultats acquis à ce jour;
- c. Facteurs limitants éventuels;
- d. Force et faiblesse de la composante;

- e. Fonction ou aptitude catalysatrice;
- f. Recommandations à mettre en oeuvre immédiatement;
- g. Directions futures: élargissement, réduction, changement.

La mission fera un rapport verbal des résultats de la mission à la fin de sa période de présence à Maroua, mais le Chef de mission produira un rapport complet et la liste exhaustive des recommandations au plus tard le 30 avril 1994. Le rapport sera rédigé à l'attention de la DGIS, de l'UICN et du Ministère de l'Environnement et des Forêts.

4. Programme et itinéraire (NB: les dates 14-23 mars relatent la disponibilité de P. Wit)

La mission rencontrera l'ensemble des partenaires du projet, que ce soit au niveau central à Yaoundé ou au niveau provincial à Maroua, et effectuera une visite de deux jours sur le terrain.

14 mars 1994	Les experts indépendants, les représentants de l'UICN et du CML, et les deux Directeurs du projet se retrouvent à Yaoundé: visites aux Ministères du Plan, de l'Environnement et des Forêts, à l'Ambassade des Pays-Bas, au siège de SNV, etc.
jour 2	Déplacement Yaoundé-Maroua (matin); réunion de présentation de l'équipe du projet, discussion des objectifs et du programme de la mission (après-midi);
jour 3	Revue du programme 1994 et des résultats (au III-94) de chacune des équipes du projet;
jour 4	Départ sur le terrain; visite de SEMRY (Yagoua) et de la zone pilote d'intervention jusqu'à Zina;
jour 5	Visite du Parc national de Waza et de sa zone tampon, et du secteur de la crue pilote;
jour 6	idem jour 5 et retour à Maroua (soir);
jour 7	Discussion des aspects techniques principaux et secondaires du projet avec les Chefs des Services régionaux associés aux activités;
jour 8	idem jour 7 avec le personnel du projet (homologues compris);
jour 9	Analyse du document décrivant le travail du projet en 1995-1997, et discussion (éventuelle) des aspects opérationnelles (soir);
23 mars 1994	Conclusions et départ de la mission d'évaluation.

5. Composition de l'équipe d'évaluation

La mission d'évaluation sera composée de deux experts, l'un camerounais (Mr G.L. Nanko) et l'autre néerlandais (Mr P. Wit), conjointement choisis par la DGIS, l'UICN et le Gouvernement camerounais. L'expert néerlandais assurera le rôle de Chef de mission. Ces deux experts indépendants seront accompagnés de deux personnes représentant le siège de l'UICN (J-Y. Pirot) et du CML (C. Drijver), organisations considérées par la DGIS comme les principaux responsables techniques du projet. Les deux experts de la mission pourront demander assistance aux accompagnateurs dans les domaines

techniques qui sont les leurs. Selon les besoins, ils pourront également demander aux Directeurs du projet (MM. M. Allen et D. N'gantou) d'assigner diverses tâches de rédaction au personnel du projet.

6. Documents mis à la disposition de l'équipe d'évaluation

- Document de projet UICN-CML et Protocoles d'accord UICN-Plan, UICN-CML, UICN-SEMRY et UICN-SNV;
- Proposition de projet pour un secours d'urgence au Parc national de Waza;
- Rapports d'activité à la DGIS No 1 (1991), No 2 (1992) et No 3 (1993);
- Etude de faisabilité pour la réhabilitation de la plaine d'inondation (Delft-CML)
- Plans de travail de chacune des équipes du projet;
- Document de projet préliminaire pour la phase III (1995-1997).

du

Annexe II: Liste des personnes contactées

Liste des personnes contactées

Yaoundé

Ministère de l'Environnement et des Forêts

- S.E. Bava Djingoer
- Schana Mesack
- Ebwele Fils Leroy
- Ministre
- Inspecteur Général
- Directeur adjoint de l'Environnement et coordinateur du Projet Waza-Logone au Ministère

Ministère du Plan et de l'Aménagement de Territoire

- Zacharie Perevet
- Awum Daniel Anaraban
- Secrétaire d'Etat
- Directeur de l'Aménagement du Territoire

Ambassade des Pays-Bas

- Jacob Waslander
- Deuxième secrétaire

S.N.V.

- Victor Ferrari
- Directeur

Délégation de la Commission des Communautés Européennes

- Philippe Descamps
- Conseiller

Dans l'Extrême-Nord

Autorités administratives

- S.E. Mountchipou Seïdou
- Gouverneur

Tutelle du Projet

- Boubakari Mana
- Délégué Provincial de l'Environnement et des Forêts

Equipe du Projet

- Michael Allen
- Daniel Ngantou
- Paul Scholte
- Maureen Roëll
- Jaap Kok
- Rachel Atsatito
- Pauline Biyong
- Garga Bakary
- Directeur / IUCN
- Directeur adjoint/govt. Caméroun
- Ecologue / CML
- expert S.N.V.
- expert S.N.V.
- Secrétaire/comptable
- Logisticienne
- Porte-parole des chauffeurs

S.N.V.

- Jan Brouwers
- Délégué Régional

S.E.M.R.Y.

- M. Tory Limangana
- Directeur Général

Personnes Ressources

- Zakariaou Boukar
 - Deli Koumai
 - Lienou
 - Kouokam Roger

 - Tole Limbi

 - Tchappi Tiaha Antoine
 - Djoumtieu Fidèle
 - Abdou Namba

 - Peble IV Dieudonne Jean

 - M. Kouamou Dowouo Paul

 - Mr. Belal Emma
 - Dr. Donfack Paul
 - Dongmo Pierre

 - Emmanuel Naah
 - Badjoda Daouda
 - Mohamadou Abba Gamba
- Elevage Maroua
 - Serv. Prov. Forêts Maroua
 - Service des Enquêtes statistiques Maroua
 - Service Provincial du Developpement Communautaire
 - Service Provincial de la Défense et de la reinsertion sociale (Affaires sociales)

 - SP/MINMEE/EN
 - MINEF/DPEN/Service Provincial Environnement
 - Minagri/Service des Enquêtes agro-économiques et de la planification Agricole de l'Extrême-Nord
 - MINPAT/DPEN/Service des Enquêtes statistiques
 - MINUH/Service Provincial du Cadastre de l'Extrême-Nord

 - Service Provincial Pêches EN
 - IRA-Maroua
 - Service Provincial de la faune et des aires protégées de l'Extrême-Nord

 - Hydrologue
 - Conservateur du Parc National de Waza
 - Conservateur du Parc National de Kalamaloé

Delégation Provinciales

- Robert Tchouyiki
 - Enode Maliki
 - Doumara Tarany
 - Enama Blaise

 - Djialeu Jean Pierre

 - Joseph- Blaise Djoumessi
 - Ebode Kouwou
 - Tenke Blaise
- Délégué Agriculture
 - Délégué Elevage
 - Délégué Affaires Sociales et Condition féminine
 - Chef Service promotion de la femme et de la famille
 - Chef Service de la Défense et de la réorganisation sociale
 - Chef Service du Plan et des Programmes
 - Service Plan et Aménagement de Territoire
 - Chef Services Mines et Geologie

C.E.D.C.

- Huub Peters
 - Madi Ali
 - Waldo Broeksma
 - Pamo Etienne
- Coordonnateur CML
 - Coordinateur Scientifique Univ. Dschang
 - Secrétaire général CML
 - Agrostologue Univ. Dschang

La mission tient également à remercier les représentants de la population des zones de tampon du Parc National de Waza avec lesquels elle a pu discuter librement, sans être annoncée et dont les appréciations ont relevé à la mission les besoins urgents de la population et l'assistance que le projet pourrait donner. A travers les interpréteurs Moustafa et Issa dans le village de Gourgi, elle remercie tous ces "personnes ressources".

Annexe III: Analyse du projet, comparaison avec le document du projet

M. Acreman, IUCN
C. Drijver, CML

Maroua, March '94

Analyse du projet, comparaison avec le document du projet

STRATEGY.

ORIGINAL DOCUMENT

When the Project terminates the cameroonese responsible individuals, technical experts and institutions should be able to continue the following functions:

1. plan activities in the region;
2. manage natural resource utilisation;
3. implement infrastructural changes;
4. undertake technical studies to achieve the 3 above.

The Project will undertake technical studies, produce management plans and implement infrastructural changes with three aims:

1. to actually improve the way of life in the region and to conserve biodiversity;
2. to demonstrate possible actions which can be achieved;
3. to train cameroonese people to undertake similar actions in the future.

This will be achieved by working with

1. local institutions (village level);
2. regional institutions (government);
3. technical institutions (research, consultants)

to provide on-the-job training. In addition, other training will be provided by sending individuals on courses within Cameroon and abroad. Courses in Cameroon will be strengthened by technical support from the Project.

Association with the Project will be effected by full-time secondment and use of individuals in specific studies, planning and management activities.

ACTUAL SITUATION

(deviations from original strategy)

The current government resource crisis means that village lead institutions may be more effective than government institutions.

The relationship with the government has been confused by the shift of the project from the Ministry of Plan to the Ministry of Environment.

The policy of transferring staff from one department or region to another means that trained staff may not be able to use their skills.

Discussion about rates of remuneration has hampered collaboration with some government departments.

If the Waza Park Project is funded, greater emphasis will be given to the conservation of biodiversity.

Emphasis on training has been on "on-the-job", rather than institutional courses as the training is more directly targetted.

Village level institutions will be the most sustainable, a system to make them financially self-supporting needs to be found.

Association with the Project has so far been involvement in specific activities, such as field surveys. Full-time secondments to the Project will develop where appropriate.

Goal for period 1992 - 1996:
original Project document

to help the government of Cameroon develop a regional policy for the sustainable management of the natural resources of the Waza Logone region, to ensure sustainable development of rural communities and to maintain the biodiversity of the floodplain.

objectives/activities

- evaluate, define and implement a plan of operation for the rehabilitation of the hydrological regime of the Logone floodplain;
- formulate and implement an action scheme for the management of the buffer zone of the Waza Park in collaboration with rural communities and the concept of Biosphere Reserves;
- contribute to efforts of the government in implementing a regional development planning policy by means of environmental impact studies of current development projects;
- developing a methodology for implementing conservation and development in other parts of the Sahel;
- reinforcing the capacity of cameroones institutions to manage the natural resources of the Waza-Logone region, notably providing training for nationals assigned to the Project.

Achievements to march '94

a goal being followed though new terminology is used such as "wise use", "planning",
- no opposition encountered to basic idea;
- awareness increasing;
- high profile achieved.

- hydrological model completed, plan of operation for pilot release completed. Four options for reflooding identified and costs - benefits evaluated;
- team building, surveys, training in PRA started;
- decision to undertake pilot release made;
- two EIA training courses completed, plus the EIA of Midima, establishment of a Provincial Committee and seminars held, on-going collaboration, creating of Cameroon member of IAIA;
- implicit, rather than explicit, the Project will be used in the development of a Saharian floodplan management manual. The Chad Basin Commission looks at the Project as a potential model, D. Ngantou participated in water-key in Africa's development workshop at IHE;
- two training courses realised in which nationals took part. They also obtain training on-the-job as part of collaboration with the Project;

Value judgement

high profile will mean high expectations.
- media will have to be handled carefully;

- technical and economic feasibility of pilot and larger release demonstrated;
- hydrology more complex and more important than first envisaged;
- individual activities just started, but overall plan more advanced;
- individual technical capacity and institutional cooperation. Positive feedback from Yaoundé;
- work of the Project has concentrated on the Project area itself - others, such as wetland scheme have started looking at its applicability elsewhere;
- successful so far, needs to be expanded for a few individuals to attend longer courses outside the Project area in a future phase;

<u>Goal for period 1992-1996: original Project document (continued)</u>	<u>Achievements to march '94 (continued)</u>	<u>Value judgement (continued)</u>
	<ul style="list-style-type: none">- Project is regularly invited to national policy meetings - high national profile achieved;- proposal for preparation of a management plan for the parts developed;	<ul style="list-style-type: none">- good potential to influence national policy;- awaiting funding;

To be completed in Phase II

- awareness development associated with the pilot release, use of media such as television, radio, newspapers;
- capacity building will continue at the same level;
- mentioning of the pilot release and improving hydrological model, start planning full scale rehabilitation;
- finalisation of action scheme based on experience of studies, further development of ideas for micro-project;
- second EIA to be undertaken in January 1995;
- participation of Project and associated staff in floodplain management workshop Bamako, April 1994;
- selection of individuals for CEDC courses;
- participation in regional policy development committee;
- management plan is to be completed, if funds are available;

INSTITUTIONAL SET UP / COORDINATION

Foreseen in Phase II

Realized in March 1994

Will be done during Phase II

Local level

cooperation with sultans and lamido's

- yes, are in the "Cie de la Gestion de la Zone" and they participate in technical workshops and they are regularly visited;

intensive cooperation with Lamido of Pouss and chiefs in the pilot zone;

villages

no organisation has taken place, people have been questioned during the Rural Appraisals;

organisation of villages in the pilot zone;

Regional level

Provincial Committee, presided by Governor

permanent Cie. for the Management of the WL-area presided by Governor first met in september 1993;

regular meetings and seeking a sustainable funding mechanism;

cooperation with SEMRY

- entente was signed in June;
- SEMRY joined the hydrological study;
- regular contacts

- joined implementation and management of the pilot;
- joined publicity around the pilot;

participation in the project of Cameronese institutions:

IRZ

IRA

ISH

Min Tour

Parks Service (Min Tour)

Ecole de Faune

MESIRES

MINPAT

MINAGRI

MIN Elevage P/A

no longer exists
To MinEF (newly created)

Personnel from partner institutions work with the project as resource persons according to their technical interests and skills - under contracts countersigned by their délégués

- cooperation with CEDC which is a new Cameroonion institution
- cooperation with INADES on village group training

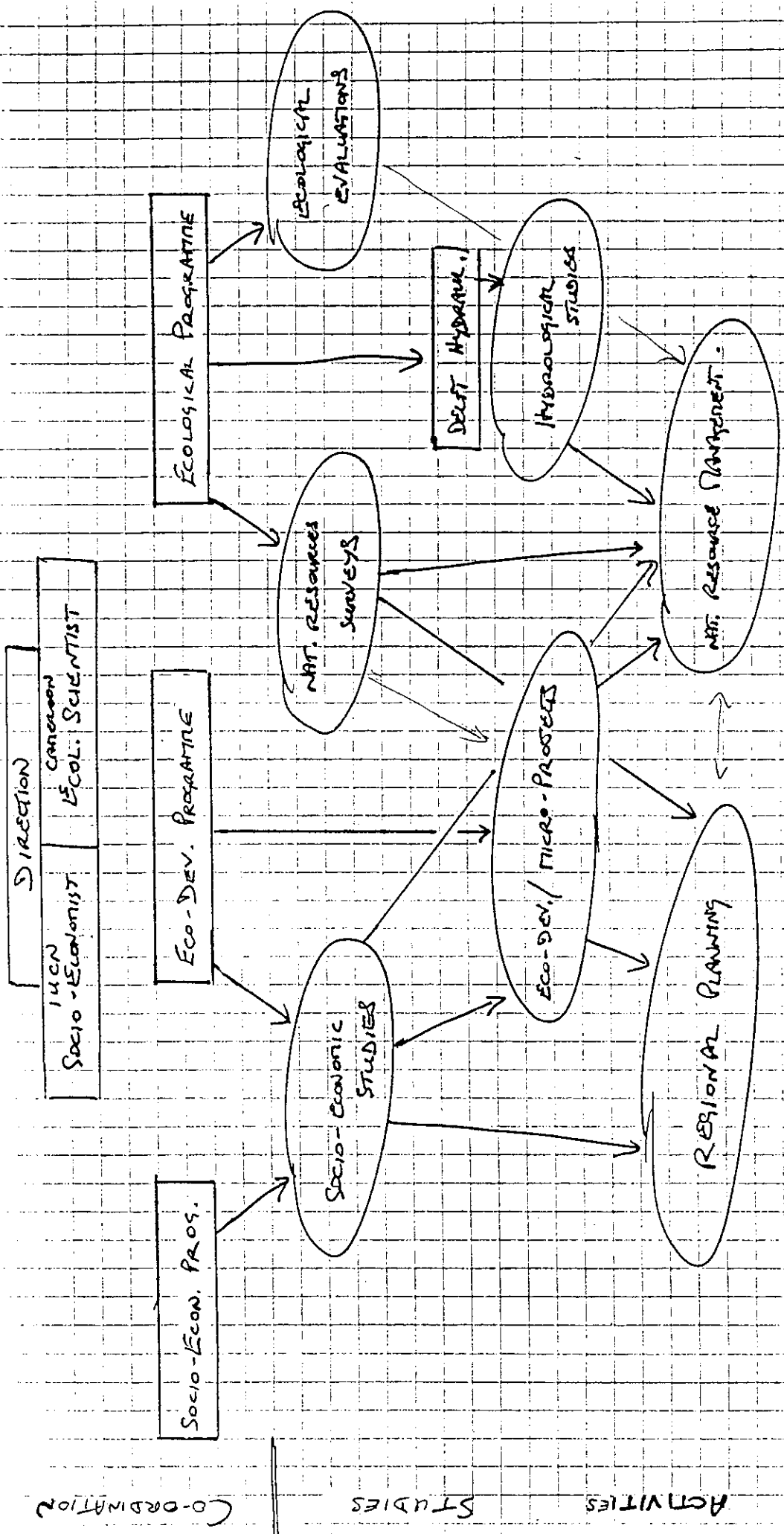
if needed work out further agreements

NATIONAL LEVEL

<u>Foreseen</u>	<u>Realized</u>	<u>Rest of Phase II</u>
Protocol d'accord with Plan	Signed 1992 (Sept.) creation of Min. EF '93 "Transfer" of Project to Min. EF '93	Legally binding decision
Interministerial Committee	Arrêté signed March '94	Meetings after every Prov. Committee de Gestion
--	Regular contacts between proj. directorates and ministers of Plan, Environment and others.	Widen range of contacts - especially in context of essaie de pilote
--	Contacts with other donors/- NGO's	Regular (6 months) meeting of NGO's concerned with envi- ronment (to be organized by WWF).
Accord between SNV and Project	Signed Oct/Nov. '93	--
[IUCN/CML Accord	Signed 1991, received '94]	--

STAFFING

<u>Original Project document Expatriate</u>	<u>Current status</u>	<u>To be implemented in Phase II</u>
Project Director (ecologist) UICN	in post, socio-economist	continued
Socio-economist CML	in post, ecologist	" "
Rural development expert SNV (ecodevelopment)	two in post, socio-economist, microprojects expert	" "
<u>Cameronese</u>		
Co-director	in post, Ministry of Environ- ment	" "
Pasture/vegetation expert	part-time collaboration of 20 professional staff from: Ecole de Faune, IRA, CEDC, MESIRES, University of Dschang, MINEF, MINPAT, MINAGRI, MINEPA, MINMIE, Min Travaux Pub- lics	to continue with development of full-time association with the Project where applicable
Sociologist		
Socio-economist		
Ecologist/forester		
Ecologist		
Rural development expert		
EIA specialist		
<u>Consultants</u>		
Hydrologist	DELFT HYDRAULICS	continued
Environment specialist		
Ecologist	EIA specialist	
Water quality and health		Fisheries expert
Areal surveys		Vegetation monitoring expert
Wildlife monitoring		Animal resource expert, plus local consultants buffer zone, demography



COORDINATION

STUDIES

ACTIVITIES

Annexe IV: Draft outline of project proposal for phase III

CONSERVATION AND DEVELOPMENT IN THE WAZA-LOGONE REGION

REPUBLIC OF CAMEROUN

DRAFT OUTLINE OF PROJECT PROPOSAL FOR PHASE III

(APRIL 1995 - MARCH 2000)

Project summary

Project title, Government executing agency, technical cooperating agencies (IUCN and CML), date of submission, project period, funds requested (year 1, year 2, etc.), and date of document (one page);

Project summary (one page).

PREAMBLE

Description of the structure of the document, made of an achievement report for Phase II (April 1992 - March 1995) not exceeding 20 pages (appendices included), which will be followed by the project proposal for Phase III (April 1995 - March 2000), not exceeding 30 pages (appendices excluded). Information about the process followed to take into account the views of the various partners.

PART I: OVERVIEW OF RESULTS ACQUIRED DURING PHASE II (April 1992 - March 1995)

1. Background information
 - a. the Cameroonesse economy and its social implications in the project area
 - b. status of wetland resources and threats in the Waza Logone floodplain
2. Objectives of Phase II
3. Project organisation
 - a. structure and staffing
 - b. institutional linkages
 - c. technical cooperation
 - d. consultants
4. Main results of Phase II
 - a. hydrological studies and pilot release of water
 - b. sustainable resource use (ecological and socioeconomic surveys)
 - c. National Park management and buffer zone development
 - d. institutional strengthening and training
 - e. other results...
5. Project management and reporting (including evaluation)
6. Conclusion

Phase II mainly characterised by the establishment of the physical and institutional project framework; hydrological assessment; ecological and socioeconomic surveys; environmental diagnosis; discussion of results; planning of concrete activities for Phase III which will be more operational than Phase II.

Appendices

- summary of Delft-CML report (one page)
- summary of EIA work (idem)
- executive summaries of ecological and socioeconomic work (idem)
- summary of results of Waza NP emergency project: planning and management plan (idem)
- summary of evaluation report of March 1994 (idem)
- reference list, ie. reports produced by the project (idem)

PART II: PROJECT DESCRIPTION OF PHASE III

1. Introduction
2. Summary of results of Phase II
3. Summary of the ecology and of the socioeconomic constraints in the project area
4. Project goal and objectives for Phase III
5. Project approach

Phase III of the project will be made of two sub-phases: the first period will last two years and will consist of the continued and detailed monitoring of the impact of the pilot release, which will have been initiated in 1994, and the detailed planning of the main release. The second period will last three years and will consist most importantly of the progressive execution of the engineering works to put a larger reflooding scheme into place. This time schedule mainly reflects the implementation scenario of the hydrological component of the project, and it will also influence the workplan of some other project components; however, several activities (eg. integrated wetland management planning, the continued monitoring of impacts, micro-project developments, etc.) will be developed or implemented gradually by following a five-year pattern.

The primary emphasis of Phase III will be on environmental planning and management. The reflooding of a significant portion of the floodplain will imply changes in the economic opportunities of the population, changes in land use and in land tenure, pressures on certain areas or a release of pressure on others, all of which will require careful planning with the local and regional authorities and with the local populations. Therefore, Phase III will put considerable emphasis on developing the institutional and local framework for environmental planning and management, a component which will be associated with a significant training programme in the disciplines of planning. The following sub-chapters highlight how these key components of the project will reinforce the activities undertaken in previous years while complementing each other:

- a. institutional strengthening for regional planning
- b. training
- c. technical (ecological monitoring, micro-projects) and logistical support

6. Activities of Phase III

a. Environmental planning and management

In Phase II, the formal input to regional planning was through training in environmental impact assessments; in addition, discussion on requirements for improved regional planning has taken place with traditional and government institutions, some NGOs and the village populations in the project area at the occasion of the establishment of the various components of the technical programme. Obviously, this process needs to be continued during Phase III.

However, considering that natural resource management in wetland areas is most often based on single sector reviews, an indication of a lack of inter-disciplinarity, particular emphasis will be put on developing further the capacity of partner institutions to achieve integrated wetland management. For the whole duration of Phase III, this will involve:

- i. forging new relationships between institutions (such as SEMRY, the Park authorities, etc.) and selected structures, representing local populations, to discuss and plan the major reflooding options, in particular the timing, extent and duration of releases into the floodplain. To achieve this, the project will provide increased support to the Water Management Committee which will have been established before the first pilot release;
- ii. strengthening the technical capacity of the Permanent Committee for Development of the Zone, the National Coordinating Committee and selected technical institutions through the establishment of a technical Environmental Management Team. Bi-annual planning workshops will be organised by this Team;
 - to increase cross-sectoral communication between institutions to ensure that regional activities are coordinated, cohesive and mutually supportive;
 - to initiate the production of a consolidated Environmental Management Plan for the Province, as an integral part of the management planning process;
 - to identify specific training needs.
- iii. establishing technical cooperation with the Lake Chad Basin Commission to ensure that activities undertaken in northern Cameroon to achieve improved environmental planning are integrated into the Commission's regional strategy.
- iv. providing a wide variety of training opportunities, such as: grants to allow selected experts to attend courses in the relevant fields (eg. land use planning, natural resource management, environmental assessments, hydrology, etc.); the organisation of training seminars on specific subjects (eg. river basin management, community participation, wetland management planning, land use zoning procedures, etc.); the organisation of site visits to other environmental management projects in Cameroon and abroad.

In order to bolster the effectiveness of the environmental planning and management activities, the project will provide logistical support to provincial authorities and relevant technical agencies. This will include the provision of remote sensing material and maps, specialised survey equipment, and general office equipment.

b. Hydrological rehabilitation

The workplan of this component will be based on the detailed plan for the reflooding of the Logone floodplain based on the reports of Delft Hydraulics, and on a thorough monitoring programme of the pilot release executed during the 1994 wet season, whose preliminary results will have been integrated into the plan for reflooding.

During the first part (1995 and 1996) of Phase III, detailed hydrological data will continue to be collected, to give the results of three seasons of pilot flood (1994, 1995, 1996). This will give more reliable information on the extent of the flood under different rainfall conditions, and on the progression of the flood through the floodplain as the season progresses. Monitoring activities will also take into account the engineering works put in place for the pilot release, to assess the maintenance costs over time.

During the 1996 and 1997 dry seasons topographical surveys will be required in preparation for the main reflooding which will necessitate major engineering interventions. Also, in order to be able to monitor the hydrological impact of these interventions, stage boards, water level recorder, and grids will have to be set in place to allow the measurement of water levels and water flows through the floodplain.

From the 1996-97 dry season, the project should be in a position to start engineering work leading to the major reflooding based on the options presented in the Delft study. The execution of this option will be staggered over the following three years, partly for logistical convenience but also to allow progressive monitoring of the most immediate impacts. In this way it is expected that mistakes can be mitigated and potential disasters avoided.

c. Socioeconomic monitoring

Careful monitoring of the pilot release will be critical in all disciplines, but it is human behaviour which is the least predictable; therefore, monitoring the socioeconomic impacts of the pilot release will be an important activity, as the results acquired in this field will influence greatly the future direction of the hydrological work.

In the first two years of Phase III the socioeconomic work will concentrate principally on understanding the reasons for the reactions of different sections of the population to successive pilot releases, and on their ideas for the future use of more extensive floods.

The methodological approaches used will most often be participatory, which will permit the project at the same time to prepare the population for the eventuality of a major release. This preparation will extend beyond providing information, to assisting the population and its structures (whether traditional or governmental) to face the likelihood of conflicts of interest in the management of an altered resource base.

A possible approach may be to set up an experimental management unit at village and inter-village levels in the pilot zone, to work out systems for coordinating between villages the use of natural resources and the planning and execution of man-made changes to improve natural resource harvesting.

The more qualitative, participatory methods of monitoring will be reinforced by the collection of statistics on a small number of representative indicators. These data will be used to provide a more reliable cost-benefit analysis of the options for a major reflooding.

d. Ecological programme

During the first part of Phase III, this component of the programme will involve monitoring the effects of the pilot flood on the overall ecology of the area. This work will be carried out in close association with the analysis of the hydrological changes, and since many of the expected changes will have economic impacts for sections of the human population, the ecologist will also collaborate with the socioeconomist to assess the consequences of changes in the systems of natural resource use. The data derived from studying the impact of the pilot release will allow the development of a semi-quantitative model which will be used to estimate the likely impacts of the full reflooding.

In order to achieve this, a system for monitoring changes in the natural resources, whether vegetation, fish or wildlife, which can be sustainable with minimal outside support will be established and institutionalised. The follow-up of the pilot release in 1994, 1995 and 1996 will serve as a test of suitability and effectiveness of this monitoring system which will be established with the participation of local institutions.

e. Park management

Building on the results of Phase II (definition of the management plan and provision of some urgent infrastructures to Waza National Park), Park management activities in the first part of Phase III will logically consist of the further development and the implementation of the management plan, including the participation of neighbouring populations, the training of parks staff, improvements in the systems of financing for the Park, the development of a policy for tourism in the area, consideration of the legal framework for the parks, and the up-grading of workshops and machinery.

In the second part of Phase III (1997-2000), this component of the work will address the practical execution of the management plan by putting into practice the principles of participatory park management with the surrounding communities. Since there is no history of such an approach in the region, Park staff will have to assimilate a set of new processes and working habits through practice and guided reinforcement. For this reason, and because the principles will have to be adapted to the Cameroonian situation, this activity will necessarily take at least three years to achieve.

This work will be supported by some other investments in the Park, such as the improvement of basic infrastructures, improvements in dry-season water holes, and the development of different options for ecotourism. This activity leading to improved park management processes will require a substantial commitment to training of Park staff, both abroad and at the Ecole de Faune in Garoua.

f. Eco-development activities

Towards the end of Phase II and most probably during the first part of Phase III, the micro-projects specialist and the socio-economist will continue to work with local communities in order to develop alternatives to their perceived constraints to sustainable development. The "eco-development plan" will be based on a careful analysis of the situation of the population, their constraints and their potentialities, and on the range of opportunities available to them to improve their situation. At this point, a natural liaison will develop between the management of the park and the management of the buffer zone where the surrounding human populations reside.

The programme of micro-projects will occur predominantly in the surroundings of the Park, as a complement to the efforts made to define and implement its new management plan based on the participation of local populations. The close participation of the ecologist and of the parks authorities is almost certain to be necessary to ensure the success of these micro-projects in terms of environmental sustainability and acceptability to the authorities of the parks.

The definition of the eco-development activities and the implementation of a first series of micro-projects is likely to take most of Phase III, and for the people to take effective control of their own development will imply both formal and practical training in organisation, management and planning. This will have to be complemented, during the execution of real projects, by on-the-job support.

g. Training

During Phase III of the project, training activities will be both increased and diversified significantly. Specific training will be provided to national and provincial experts in integrated wetland planning (see 6a.), to local communities in resource use management, exploitation and monitoring (see 6 b., d. and f.), and to the personnel of National Parks in wildlife surveys and participatory management (6 e.). Training will be achieved through the provision of sponsorships to selected individuals, regular training courses, the organisation of workshops and seminars geared towards the production of specific documents, site visits outside the project area and through counterpart and on-the-job training

h. Awareness

The establishment of the project has raised the profile of wetland issues in the Northern Province considerably. However, it is likely that the values of wetland ecosystems as a life-sustaining system will remain under-appreciated by government authorities and resource managers; even local populations are unaware of the links between unwise practices (such as the use of pesticides) and diminishing resources.

Therefore, at some stage during Phase III, the project will undertake a series of awareness-raising activities aimed at highlighting the values of wetlands, downstream/upstream linkages, the need for integrated management, etc. Component activities will include the preparation of briefing documents for decision makers and managers at national and provincial levels, and the initiation of a wetland awareness programme for provincial extension workers to ensure the dissemination of environmental information to local communities. The design and implementation of this awareness component will rely on the recommendations of an environmental education consultant.

7. Final output of Phase III

The final output of Phase III should be the following:

- A pool of Cameroonian professionals experienced in environmental planning and management, and in designing, implementing and monitoring regional development interventions based on sound sustainable resource management principles;
- Coordinated institutional structures and effective linkages at the village and administrative levels which permit a two-way flow of information to aid planning and natural resource management in the project area;
- Seasonal floods in the Logone floodplain restored, without negative impacts to the rice project of SEMRY II, and with positive impacts to the local population and wildlife;
- A series of eco-development projects planned, realised and managed by the local population, demonstrating sustainable use of the region's natural resources;
- Improved management of the Waza and Kalamaloué National Parks, based on the active participation of the local population in planning, management and benefits;

8. Project administration

- a. Operational structure and organisation
- b. Project staffing (technical, administrative, consultants)
- c. Coordination of project components
- d. Reporting, monitoring and evaluation
- e. Vehicles and equipment

9. Partners and institutional linkages

10. Timetable for implementation of Phase III activities

11. Proposed budget 1995 - 2000

At this stage, it is premature to make detailed budget estimates. However, taking into consideration that Phase II struggles to operate over three years on a budget of 4 million Dfl, one would expect a five-year Phase III to consume no less than 7 million Dfl. Costs in Cameroon are exceedingly high and are not likely to decrease. In a situation where civil servants do not receive regular salaries, some noticeable form of remuneration will have to be foreseen in order to provide an incentive for technical staff to work with the project. In addition, although costs of establishment have been born in the second phase, there will nonetheless be some capital expenditures in the third phase such as the replacement of some vehicles. Maintenance of engineering works completed during Phase II will also need to be budgeted for.

Experience so far with the pilot suggests that engineering investments for a full reflooding scheme will imply supporting costs which are likely to double the total financial requirement. Efforts to raise these funds will have to be undertaken towards the end of Phase II to allow engineering work to start in 1996.

Appendices

- Terms of reference of senior staff (updated)
- Technical appendices, as appropriate
- List of field and office equipment
- etc...

Annexe V: Liste des Documents consultés

Liste des Documents consultés

1. M. Acreman (16 avril 1993)
 - Report of a visit to the Netherlands, Nigeria and Cameroon (29 march - 10 april 1993),
UICN.
Gland
2. C.E.D.C. (sans date)
 - Rapport annuel 1990, 1991.
Maroua
3. Id. (mars 1994)
 - Rapport annuel 1992 et 1993.
Maroua
4. Delft Hydraulics (march 1992)
 - A hydrological input in the Waza-Logone Flood Rehabilitation Study.
Proposal
5. Id. (february 1994)
 - Waza-Logone flood restoration study.
Delft
6. Id. (sans date)
 - Conservation and Development in the Waza-Logone Region, Republic of Cameroon.
Progress Report no. 1 (1 september 1990 - 31 august 1991).
Gland
7. IUCN (1992)
 - Conservation and development in the Waza-Logone Region, Republic of Cameroon.
Progress Report no. 2 (1 september 1991 - 31 august 1992).
Gland
8. Id. (1993)
 - Conservation and development in the Waza-Logone Region, Republic of Cameroon.
Progress Report no. 3 (1 september 1992 - 31 august 1993).
Gland
9. Id. (sans date)
 - Conservation et Développement de la Waza-Logone, République des Caméroun.
Document de Projet.
Gland
10. Id. (sans date)
 - Conservation and development in the Waza-Logone Region, Republic of Cameroon.
Draft outline of Project Proposal for phase III (april 1995 - march 2000).
Gland
11. Id. (septembre 1991)
 - Conservation et Développement de la Waza-Logone, République des Caméroun.
Accord du Projet.
Gland

12. V. Kobe (18.6.1993)
 - Cameroon.
 - Financial trip report
 - Gland
13. Laboratoire d'hydraulique de Delft (decembre 1981)
 - Le problème du manque d'eau dans le Parc National du Waza, Nord Caméroun.
 - Delft
14. Id. (mars 1983)
 - Le problème du manque d'eau dans le Parc National du Waza, Nord Caméroun.
 - Delft
15. Ministère de l'Environnement et des Forêts (16.2.1994)
 - Décision No. 0156/CAB/MINEF/du 16 février 1994 portant création d'une Comité Inter-ministériel de pilotage du projet Waza-Logone.
16. Ngantou (décembre 1993)
 - Etude sur la gestion du parc national de Waza dans la région de l'extrême-Nord, S.N.V., Yaoundé.
17. J.Y. Pirot
 - Mission au Caméroun (20 novembre - 11 decembre 1991), UICN.
 - Gland
18. Id.
 - Mission au Caméroun (19-28 mai 1992) dans le cadre du projet 9644: Waza-Logone UICN.
 - Gland
19. Projet de conservation et de Développement de la région de Waza-Logone (janvier 1994)
 - Etude d'Impact sur l'environnement du barrage de Mokong.
 - Maroua
20. Id. (novembre 1993)
 - Rapport des résultats du séminaire technique concernant la zone de Waza-Logone.
 - Maroua
21. Id. (novembre 1993)
 - Recommandation et observations de la mission de supervision du projet Waza-Logone.
 - Maroua
22. Projet Waza-Logone: (sans date) Liste des Documents internes (Maroua)
 - Planification Régionale
 - Interactions institutionnelles
 - Etudes Hydrologiques
 - Volet socio-économique. Pour la mission d'évaluation.
 - Programme de Travail
 - Programme de Travail de la section socio-économique/micorprojets
 - Questions clés
 - Etat du Projet Waza-Logone
 - Administration, finance et gestion.
 - Emergency action Plan for improved Park Management in Northern Cameroon (Waza and Kalamaloué National Parks)

- Restauration hydro-technique de la plaine du yaéré de l'extrême-Nord du Caméroutn (Campagne Hydrologique 1993)
 - Le Cas de Aboli. Brouillon
 - Etudes et suivi des ressources naturelles
 - Activités d'Eco-développement
 - Sustainability
 - Etude bibliographique sur les dégats des animaux sauvages et oiseaux granivores (Quelea-quelea)
 - Description des oiseaux granivores les plus importantes de la zone Waza-Logone
 - Volet pêche dans la zone du projet Waza-Logone
 - Termes de Références pour des stagiaires de Dschang, de l'Ecole de Faune
 - Suivi écologique
 - Bird inventarisation in the Waza-Logone Floodplains in Cameroon
 - Sondage rapide. Zone Régionale. Février-Avril 1994
 - Formation/sensibilisation
 - Effectif et Nombre des animaux sauvages et des oiseaux dans le parc national de Kalamaloué
 - Rapport de Mission sur le recensement des villages sédentaires dans la zone prioritaire d'intervention des projet Waza-Logone
 - Rapport de la réunion tenue le 11.06.1993 à la délégation du Plan à Maroua.
23. Projet Waza-Logone
- Un nombre d'accords de cooperation entre le projet et les personnes ressources des services suivants:
 - . Délégation Provinciale d'agriculture
 - . D.P. de l'Environnement et des Forêts
 - . D.P. des Mines, de l'Eau et de l'Energie
 - . D.P. du Plan et de l'Aménagement du territoire
 - . D.P. de l'Urbanisme et de l'Habitat
 - . D.P. des Affaires sociales et de la Condition Féminine
 - . D.P. de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
24. Projet Waza-Logone (janvier 1993)
- Projet d'entente et de collaboration entre la société d'expansion et de modernisation de la riziculture de Yagoua (S.E.M.R.Y.) et le projet de conservation et de développement de la région de Waza-Logone pour la réalisation des études hydrologiques et socio-economiques visant à la restauration de la plaine d'inondation du Logone.
Maroua
25. Province de l'Extrême-Nord, Secretariat Générale, Affaires Economique (sans date)
- Arrêté provincial no. 53/AP/K/SG/AE portant création d'un comité permanent de Gestion de la zone Waza-Logone.
Maroua
26. S.N.V.-Kameroen (15.10.1992)
- Jaarplan 93.
Yaoundé
27. J. Williams (sans date)
- Trip report - Cameroon (november 2.11.1992)
Gland